

VOTRE JOURNAL DE QUARTIER

La Page, journal de quartier dans le 14^e, est publié par l'association de bénévoles L'Equip'Page. Elle est ouverte à tous et toutes : vous pouvez vous joindre à nous, nous envoyer vos articles ou vos informations (BP53, 75661 Paris cedex 14), ou téléphoner au 45.41.75.80. (répondeur).

La Page

Du Mont Parnasse au Mont Rouge

N° 25 - 10 F

Joséphine, Olivier, Hélène, Christophe, Joëlle, Alain, Roger et les autres

NOS VOISINS SONT DES STARS

Ces visages méconnus ou célèbres éveillent sans doute en vous un souvenir lointain ou une image récente, évoquent un voisin de palier, un commerçant familier ou un(e) artiste sympathique. Le 14^e a toujours attiré les célébrités avec ses salles de spectacles (Joséphine Baker). Il a parfois su les retenir grâce à ses parcs et à la tranquillité de ses rues (Christophe Malavoy). Il abrite aussi nombre de personnes inconnues du grand public et pourtant des « vedettes » dans leur quartier. Elles y vivent, y ont travaillé ou y travaillent encore. La Page les a rencontrées, ou les a fait revivre le temps d'un article.



PAYSAGES DESOLES

Permis de démolir

Exécution d'un immeuble. Spectacle banal et brutal, annoncé depuis des années par les fenêtres murées une à une. Odeur de poussière sèche, papier peint d'une chambre éventrée. Les passants s'arrêtent de passer, observent l'anatomie éphémère, la pelle mécanique aux chenilles de tank, le ciel bleu à travers le toit troué.

Est-ce seulement un vague sentiment de nostalgie qui nous attache à ces vieilles pierres? On dit que les vieux quartiers ont une âme. Ce que les gens y ont vécu, toutes ces histoires ordinaires et extraordinaires, l'amour et la mort. L'âme d'une ville, voilà une notion bien difficile à définir dans un cadastre ou un plan d'occupation des sols, mais c'est la raison pour laquelle les touristes parcourent des milliers de kilomètres et achètent les cartes postales de Robert Doisneau. Sentimentalisme? On peut y opposer le sadisme des promoteurs démolisseurs, cette rage à détruire les paysages, les toits de zinc et de tuile. Nettoyer, disent-ils, revaloriser ces quartiers d'immeubles lépreux et insalubres, mais le béton sale des immeubles récents vieillit si mal...

Dans les années 70, l'ambition des architectes élevait des tours jusqu'au ciel. Puis vers 1980, des immeubles

parisiens de six étages seulement, affublés de colonnes décoratives, carrelés comme des piscines renversées. Le jour où la façade se décollera, il vaudra mieux rester tranquille dans le métro. A la place du bois massif et de la pierre véritable, les constructeurs choisissent le plastique et l'aluminium anodisé, toc comme la déco des stands de foire. C'est pas fait pour durer, bien au contraire. Démolir pour construire quelque chose de plus fragile, quelle drôle d'idée. Les architectes apprentis sorciers cliquent la souris de leur Mac, faxent et recommencent.

JARDINS SANS HERBE

Mensonges de la communication publicitaire. Les « résidences d'exception » ainsi bâties, affublées de noms prétentieux (« Parc », « Lumière », « Jardin » sans le moindre brin d'herbe...), renferment des appartements appartenant aux structures bancaires, des studios pour étudiants studieux et fortunés. Interphones, visiophones, caméras, codes, grande solitude du granit et de l'acier poli. Au croisement des rues de l'Ouest et du Texel, un immeuble couvert de dalles funéraires. Attention à la dépression, vite un petit zinc marrant, mais le bar-restaurant-hôtel du 25 rue

Pernety n'est plus qu'une façade morte. A sa place, la livraison du clone aux vitres teintées, baptisé « ateliers d'artiste », se fait attendre depuis juin 1991. La récession a mis fin aux plus-values mirifiques des années passées, mais trop de véritables ateliers, de commerces et d'emplois ont ainsi succombé à la spéculation.

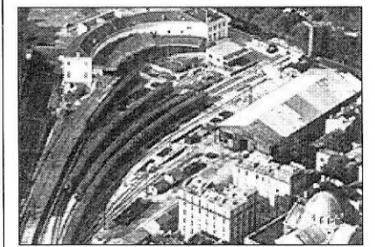
La crise immobilière a provoqué un curieux aplatissement des projets: les pelleteuses patentées démolissent avec une constante voracité les vieux quartiers expropriés, mais avec pour seul objectif la création de terrains vagues. Exemple concret: la ZAC située entre les rues Didot, Pernety, Raymond-Losserand et du Château. Et la machine à détruire n'a pas encore ingéré, avec son opiniâtreté de fonctionnaire municipal, les arbres, immeubles, jardinets et pavillons murés promis à la benne à gravats.

L'idée simple et lumineuse serait de transformer ces friches pour tous en jardins publics. Des endroits gratuits pour simplement marcher un peu, respirer, profiter d'un coin de soleil et d'un banc de bois vert. Pour le plaisir des yeux, pour les enfants de Paris et d'ailleurs.

Pierrick Bourgault

NUMERO SPECIAL 12 PAGES

25 numéros, ça se fête! Exceptionnellement la Page grossit de 4 pages. Elle en profite pour réformer l'arithmétique: 8 + 4 = 10. La hausse de prix n'étant que de 2 F, vous avez gagné 2 pages gratuites.



ZAC MONTSOURIS, PLATEAU DENFERT, MEME COMBAT

A la conquête d'un difficile équilibre entre béton et espaces verts, logements sociaux et bureaux, des associations de riverains se mobilisent avant la clôture de l'enquête publique (lire pages 2 et 3).



JOSEPHINE BAKER

Le 12 avril 1975, Joséphine Baker, fille d'esclave érigée en star, disparaissait au cours d'une rétrospective de sa vie au théâtre de Bobino rue de la Gaîté (lire page 9).



EN MAI, FETE CE QU'IL TE PLAIT

Le dimanche 21 mai, à partir de 13h, la fête de la Page s'installe dans la partie piétonne de la rue Vercingétorix. Les habitants du 14^e sont invités à y participer (lire page 8).

DE DENFERT A MONTSOURIS ...

Les projets immobiliers de grande envergure se multiplient dans le secteur Denfert-Montsouris. 1000 logements (dont au moins 60 % de logements sociaux), des bureaux, de quoi bouleverser la physionomie d'un quartier jusqu'alors

«préservé». Nous présentons ici les réactions critiques de plusieurs associations. La Page est tout à fait favorable à la construction de logements sociaux agréables, en particulier dans notre arrondissement. C'est pourquoi, tout en

soutenant la mobilisation des citoyens, La Page craint que les motivations de certains soient inadéquates, et que la peur des logements sociaux fonde en grande partie leur opposition aux projets.

ZAC ALESIA-MONTSOURIS

Des logements sociaux à fleur de rail

La procédure de concertation autour de la ZAC Montsouris suscite une exceptionnelle mobilisation. Dans les numéros 22 et 23 de La Page, nous vous avons informé du contenu de ce projet d'aménagement. Nous rendons ici compte de la première réunion organisée le 7 février par huit associations.

CESOI-LÀ, à 20h 30, au 85, rue d'Alésia, il y avait foule. Plusieurs centaines de personnes (peut-être cinq cents), reflétant majoritairement le quartier Montsouris, ont écouté, un peu tassées dans la salle devenue trop étroite, les analyses critiques des représentants des huit associations organisatrices (voir encadré). Dans un silence religieux, les orateurs, après avoir rappelé avec insistance leur attachement de principe à la construction de logements sociaux, ont résumé, avec une aisance verbale remarquable, les principaux défauts du projet, soulignant au passage combien il avait été mal préparé.

Il semblerait que l'idée de construire des logements sociaux sur les terrains de la RATP remonte à 1990. En 1993 les choses s'accélérent, l'étude est ficelée, mais les associations qui réclament l'accès à ce dossier, ne pourront en disposer qu'en septembre 1994, et encore, grâce à «l'intervention d'un membre, particulièrement influent, d'une des associations». C'est donc après avoir planché pendant six mois sur ce dossier confidentiel, que les représentants des associations ont présenté leurs critiques. Tout d'abord, d'une manière

générale, ce projet leur semble l'archétype de ce qui se faisait dans les années 60.

En gros, il résulte d'une vision toujours aussi «technocratique» des choses: au lieu de partir des besoins locaux en matière de logements, d'équipements collectifs ou d'amélioration de la circulation, «ils ont voulu faire rentrer de force un projet préétabli (4000 habitants de plus) sur un terrain de six hectares. Visiblement, ils n'ont pas traîné longtemps dans le quartier avant de pondre leur dossier.» Attitude qui, de surcroît, fait table rase des spécificités locales, en particulier de la proximité du parc Montsouris. C'est pourquoi plusieurs intervenants considèrent que l'on doit parler de la création d'une véritable «ville nouvelle».

La deuxième critique concerne la création de deux zones distinctes, séparées par le RER. On craint que le manque de voie de circulation entre ces deux parties ne conduise à une «ghettoïsation».

UN ENFER DE DECIBELS

Troisièmement, les logements vont être construits pratiquement au ras des rails du RER, ce qui va plonger les futurs habitants dans un enfer de décibels. Des riverains qui s'inquiètent pour le confort de leurs futurs voisins, on n'avait jamais vu ça. Hé bien voilà, maintenant, c'est fait. Quoique ce souci ne soit pas totalement altruiste: par un effet de caisse de résonance, la construction des immeubles risque d'amplifier le bruit existant. Or on dispose d'une expérience en matière de bruit dont les décideurs refusent de tenir compte. L'association de la rue du Saint-Gothard indique que pour les habitants de cette rue, dont les logements sont pourtant distants d'une dizaine de mètres des rails du RER, le bruit est déjà insupportable.

Après le bruit, quatrième point, on incri-

mine la pollution que vont occasionner ces nouveaux habitants («4000 habitants de plus, ça représente quand même un quart du quartier Montsouris»). Alors, le collectif d'associations revendique une étude plus fouillée en matière de transports en commun (en particulier, une station RER, le bus 62 en site propre, etc.). Ils rappellent au passage que des études ont montré «qu'un kilomètre parcouru en voiture, en zone urbaine, coûte 2,5 à 3 fois plus cher pour la collectivité, que le même kilomètre parcouru en transport public». Là également, les orateurs pointent l'extrême légèreté du dossier, qui laisse entendre qu'il n'y a pas de problème de circulation dans ce quartier («si près de l'une des places les plus polluées de Paris», le carrefour Alésia).

Enfin, côté équipements collectifs, l'analyse des associations de parents d'élèves n'est pas flatteuse. Si le projet est réalisé en l'état, on peut bien compter sur la venue de trois cents enfants. Les écoles et collèges environnants sont déjà surchargés, sans parler des crèches. En ce qui concerne le sport, ce n'est pas le gymnase prévu qui va répondre aux besoins. Bref, les pouvoirs publics ont fait montre, une nouvelle fois, de leur conception de la démocratie, ne retenant de la concertation que le caractère obligatoire imposé par la loi, à savoir le formalisme.

PROFITER DE L'ENQUETE PUBLIQUE POUR EVITER LA CATASTROPHE

De l'exposé des différents intervenants, il est ressorti la crainte d'une immense catastrophe. Par manque de sérieux, d'écoute et de respect pour les habitants actuels et futurs, ce projet apparaît aussi mal maîtrisé. Les seules études complètes semblent porter sur la faune et la flore des terrains de la

RATP. Il ne tient aucun compte des projets des alentours: immeubles de bureau place Denfert-Rochereau, extension de l'hôpital de la Cité universitaire, construction de logements pour le personnel de soin dans l'enceinte de l'hôpital Sainte-Anne. Il risque de durer six ans, car les terrains visés étant situés sur les carrières, il faudra couler des piliers de béton de plus de vingt-cinq mètres de haut. Six ans pendant lesquels les milliers de tonnes de poussière soulevée vont s'ajouter à la pollution qui engrasse nos poumons fatigués et abîme la végétation du parc Montsouris. Bref, quels que soient les véritables mobiles qui animent les promoteurs de ce projet, il semble qu'ils aient pour le moins à refaire leur copie, en tenant compte des remarques imparables sus-citées.

Notons enfin que cette réunion avait pour but d'informer la population, afin qu'elle utilise la procédure de concertation à laquelle la ZAC est soumise, pour signifier, de façon argumentée, son refus du projet en l'état. Une enquête publique avait en effet lieu du 13 février au 6 avril.

Mentionnons enfin, qu'après l'exposé des orateurs, deux intervenants ont complété le panorama. Un avocat de Neuilly est venu témoigner de sa propre expérience: il a réussi à supprimer la ZAC de la porte Maillot. Il faut dire que l'argument légal sur lequel il a pu, à l'époque, s'appuyer a depuis été contourné par la Ville de Paris (l'expérience profite également à l'ennemi)... Par ailleurs, Jean-François Blet, président de la CLAQ (Coordination et liaison des associations de quartier), a resitué le cas de la ZAC Montsouris dans le problème plus global de l'urbanisme à Paris.

Des questions ont été posées, des suggestions formulées, le plus souvent sur un ton d'exigence vis-à-vis des représentants des

associations, comme si ceux-ci n'avaient pas bien fait leur boulot... Mais, bon, ce n'est peut-être qu'une impression. A plusieurs reprises, on s'étonna d'autre part de l'absence d'une neuvième association: l'ADEPAM. La vice-présidente de cette dernière, présente dans la salle, finit par proposer une explication embarrassée: l'ADEPAM préfère s'adresser à ses seuls adhérents lors d'une réunion distincte, mais souscrit à tous les arguments avancés ce soir-là (voir article ci-contre). Une des suggestions a retenu notre attention, mais pas celle des très sérieux voisins de la future catastrophe: «Et si l'on profitait de ces terrains pour agrandir le parc Montsouris?» D'accord, mais à condition de construire des logements sociaux sur les terrains de la fondation Cartier !

Jean-Luc Metzger

HUIT ASSOCIATIONS

Aderasa : Association pour la défense de l'environnement de la rue d'Alésia-Sainte-Anne, 11 bis rue d'Alésia ; 45 89 69 29.

AUT Ile-de-France, 32 rue Raymond-Losserand.

Adqm : Association de défense du quartier Montsouris, 55 av. Reille
Association pour la défense du quartier de l'Observatoire et Denfert-Rochereau, 268 Bd Raspail

Adra : Association pour la défense de la rue des Artistes et avoisinantes, 20 rue des Artistes.

Parents d'élèves FCPE Alésia et Tombe-Issoire

Parents d'élèves PEEP Alésia et Tombe-Issoire

SOS Paris, 103 rue de Vaugirard, 75 006 Paris, 45 44 63 26.

LA MAIN A LA PAGE

Il y en a qui signent des articles, il y en a d'autres dont les noms n'apparaissent jamais. Pourtant, ils et elles participent aux discussions, tapent des articles, les relisent, font des photos, recherchent des publicités, diffusent le journal, le vendent sur les marchés, etc.

La Page n°25, c'est: Anne Ballet, Agnès Bayatti, Jacques Blot, Pierrick Bourgault, Pierre Bourdige, Juliette Bucquet, Laurence Croq, Dante, Marnix Dressen, Jeanne Durocher, Amélie Dutrey, Béatrice Hammer, Agnès Hillion, Imaçem et Adela, Edwige Jakob, Michaël Jasmin, John Kirby Abraham, Margot Laurenceau, Jean-Luc Metzger, Bruno Négroni, Alain Ribat, Didier St-Maxen, Omar Slifi, Justine Sohler, Christine Terrasse...



Au 24 rue Friant, il y avait un joli petit immeuble de deux étages. Les promoteurs, qualifiés de «nouveaux barbares» par des habitants du quartier, sont arrivés... Bientôt sept étages, d'appartements de grand standing... Densifions, densifions...

MOBILISATION EXCEPTIONNELLE

L'ADEPAM fait cavalier seul

Deux jours après la réunion du collectif des huit associations mobilisées sur les problèmes suscités notamment par le projet de la ZAC Alésia/Montsouris, l'Association pour la Défense de l'Environnement du Parc Montsouris tenait la sienne. Une ambiance bon enfant qui ne voilait guère les inquiétudes des riverains.

ICI AUSSI, plusieurs centaines de présents. Les questions fusèrent particulièrement sur le fameux «talus»: valait-il mieux l'aplanir ou tenter de l'aménager, y avait-il un moyen raisonnable de le franchir par dessus ou par dessous, ou fallait-il le laisser, sait-on jamais, aux études approfondies des botanistes et ornithologues? A suivre.

Tous ont insisté sur l'insuffisance de la notion de quartier pour évaluer les conséquences, en particulier démographiques, du projet actuel. Ainsi, l'ADEPAM estime à 20 000 environ la population du lieu dit «Plateau Montsouris» et à 140 000 celle de l'arrondissement. Si, au cours des dernières années, cette dernière a diminué de 4,8%, elle a en revanche nettement augmenté dans certains endroits du 13e, voisins de la future ZAC: rue de l'Amiral-Mouchez, rue de la Santé, rue Barrault, place de Rungis, entre autres. L'examen des permis de construire (1959 nouveaux logements; 350 habitations PLA, ou logements «aidés») permet d'évaluer à 6 000 le nombre des habitants arrivés dernièrement dans le vieux 13e. S'y ajouteront ceux qu'attirent les projets conçus rue St.-Jacques, dans le quartier Ste-Anne, à Denfert et pour les futurs usagers de l'Ecole Normale Supérieure et de l'INALCO.

Autre point sensible pour le public: les problèmes de sécurité. En dépit d'une certaine gêne pour exprimer cet aspect de la réalité sociale, certains parents, qui craignent que leurs enfants soient exposés à la drogue, au racket et d'autres formes de petite délinquance, répugnent d'ores et déjà à les voir fréquenter tel nouveau lotissement ou tel établissement scolaire. Aussi, la ZAC et ses logements sociaux font-ils peur. L'idée d'un tunnel sous le talus a été largement repoussée pour d'analogues raisons sécuritaires.

POUR L'ADEPAM: MOINS DE LOGEMENTS SOCIAUX

Malgré certaines divergences, les informations communiquées par les responsables de l'association recourent celles du collectif (ce dernier situe le nombre des nouveaux habitants entre 3800 et 4200, l'ADEPAM à 3500). Considérant déraisonnable un tel apport démographique, l'ADEPAM propose de limiter cette augmentation à 25% (soit 2500 nouveaux habitants environ). La seconde proposition, qui s'inspire des craintes sécuritaires ci-dessus évoquées, consiste à exiger la diminution des logements sociaux. Le dossier officiel sous-évaluant, selon elle, le taux d'occupation des F4 et F5 - donc de familles nombreuses-, l'association estime que le pourcentage de ces logements, atteindrait, en l'état, 78% (48% de PLA et 20% de PLI*);

aussi demande-t-elle que soient respectées les clauses du Protocole passé entre l'Etat et la Ville qui fixe leur proportion à 60% (40% de PLA, 20% de PLI).

Comme le collectif, l'ADEPAM dénonce l'insuffisance en nombre, qualité et capacité d'accueil des équipements pour les jeunes de la future ZAC. Les nouveaux enfants scolarisables sont évalués à 1500 environ; la nouvelle école polyvalente ne pourra faire face aux besoins. Le nombre de jeunes enfants actuellement inscrits sur les listes d'attente dépasse de trois fois les capacités d'accueil existantes; il faut donc prévoir de nouvelles crèches et halte-garderies sans oublier une piscine et un centre de loisirs.

1M² D'ESPACES VERTS ET 3M² DE BUREAUX PAR HABITANT

Soucieuse de respecter le «caractère haussmannien» du quartier et sa «silhouette générale», l'association propose également que les nouvelles constructions prolongent l'alignement des habitations actuelles, Avenue René-Coty, au lieu d'être disposées en «dents de peigne» et qu'une construction remarquable (un élément architectural de qualité par exemple) soit implantée au carrefour Alésia/Coty. Autres suggestions: des aménagements pour dissimuler le transformateur, des volumes bâtis moins agressifs face au parc Montsouris, la modification du mur de soutènement de l'Avenue Reille. Au lieu de maintenir ce dernier à une hauteur de quatre mètres, un plan pourrait ménager une plus grande continuité par un jeu de gradins et de placettes. L'ADEPAM estime particulièrement frauduleuse l'intégration dans les 9000 m² de certains terrains à cause de leur configuration ou de leur utilisation: le talus (2000m²), l'espace de jeux (1300 m², contre la voie ferrée), du triangle rue d'Alésia (200m²), à la terrasse du gymnase (1200m²). 3500m² seulement d'espaces mériteraient donc le qualificatif de «verts», soit 1m² par personne. Il faut donc «inventer» de nouvelles surfaces plantées d'arbres adultes. L'association souligne aussi l'absurdité d'ajouter 10 000m² de bureaux et souhaite des engagements plus fermes sur la part et la véritable utilisation des locaux commerciaux.

Sur les problèmes de sécurité, l'ADEPAM a rencontré un large assentiment en préférant l'ilotage (une dizaine de policiers supplémentaires) à l'implantation d'une nouvelle annexe du commissariat. La copie officielle serait enfin à revoir sur le trafic automobile. L'étude se base hypocritement sur des moyennes, alors qu'elle devrait considérer les moments de pointe et les week-ends d'embouteillage, sans oublier les flux de transit en provenance de l'autoroute A6 ou s'y dirigeant. D'autre part, elle ne tient pas compte des effets de la pollution sur la santé des habitants. En effet, il faut penser, d'abord aux retombées des travaux, dont la durée est officiellement de six ans; ensuite, à l'augmentation prévisible du trafic. Et, des garanties devraient être obtenues pour que, au moins, la nouvelle rue soit essentiellement utilisée par les riverains.

* conditions pour être locataire d'un PLI: que les revenus ne dépassent pas 25 000F, le loyer ne pouvant excéder 6 000F

Justine

Le plateau de l'Enfer

L'Enfer c'est la RATP, disent les riverains du plateau de Denfert-Rochereau qui voient leur environnement totalement bouleversé et les espaces verts disparaître au profit du béton triomphant.

SUR CE PLATEAU, situé entre la gare Denfert-Rochereau et la villa Saint-Jacques, la RATP a construit en 1963 un poste de transformation électrique, en fait un groupe électrogène: ce blockhaus, d'une hauteur équivalente à un immeuble de six étages, masque la vue des riverains tel un hideux mur de prison.

Le permis de construire était assorti d'une contrainte. La RATP devait réaliser des espaces verts, compensation minimale mais bien légitime au préjudice causé aux riverains; ce qu'elle fit. Or, en 1994, un accord entre l'Etat et la Ville de Paris a permis à la

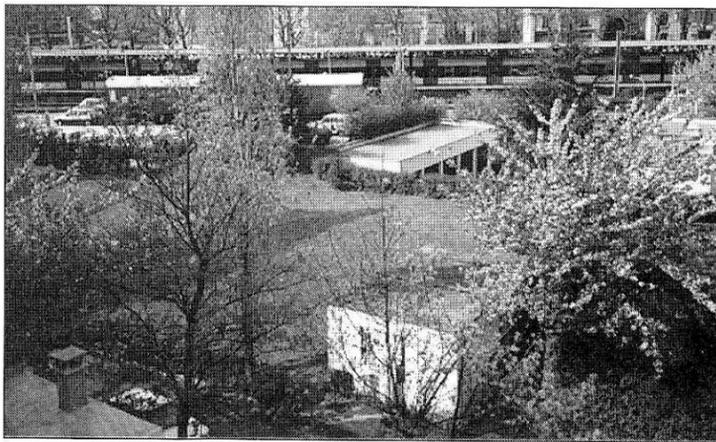
RATP de vendre les terrains du plateau à des promoteurs pour la construction de logements. Adieu les espaces verts!

Alertés au mois d'avril, les riverains envoient une pétition à la Mairie de Paris demandant de faire classer le plateau en zone non constructible et de mettre sous protection les espaces verts qui pourraient être ouverts au public. Ils sont appuyés par le ministre de l'Environnement.

La réponse négative de la Mairie se réfère au protocole d'accord sur le logement conclu entre l'Etat et la Ville de Paris. Le projet de la SADM, filiale de la RATP, comprend des immeubles dont l'un, d'une hauteur de 29 mètres, est destiné à la Chambre de Commerce de Paris et entièrement affecté à des bureaux.

UNE MURAILLE DE BETON

Par ailleurs, une centaine de logements seraient échelonnés face à la villa Saint-Jacques. Quant aux espaces verts, ils seraient reconstitués le long des voies du RER au seul profit des futurs résidents.



Une voie nouvelle (villa Saint-Pierre) serait ouverte devant les maisons de la villa Saint-Jacques à l'intérieur du plateau pour desservir deux cents parkings (dont certains sont déjà en construction) et accéder à la centaine de logements.

Le permis de construire pour la Chambre de Commerce est déposé, les permis de démolition des bâtiments existant sont accordés et depuis plusieurs mois les machines de destruction sont entrées en action: des espaces verts, seuls subsistent les arbres, dont des grands peupliers attendant leur fin programmée.

Peut-on aussi impunément ôter à ceux qui en étaient bénéficiaires tout un environnement de verdure en échange d'une muraille de béton? Il est particulièrement regrettable qu'aucune concertation n'ait été engagée avec les intéressés mis ainsi devant le fait accompli.

Aussi, à l'initiative de SOS Paris, une rencontre eut lieu en février 1995 entre le secrétaire général de la SADM et quelques riverains de la villa Saint-Jacques qui ont demandé une étude visant à concilier les exigences de rentabilité de la RATP et le respect de l'environnement.

Cette réunion aboutira-t-elle à une prise de conscience des aménageurs avant qu'il ne soit trop tard? L'enjeu est la qualité de la vie tant des actuels que des futurs résidents du quartier.

Dante

Les espaces verts... avant le passage des bulldozers.

Marche Daguerre

DES PROMESSES, TOUJOURS DES PROMESSES



L'association de Sauvegarde de la Bélière a proposé de créer une «cité d'artistes peintres et sculpteurs», à l'emplacement du marché couvert de la rue Daguerre selon son président Patrice Maire. Il y aurait des logements à loyer modéré réservés aux «artistes des environs», un lieu d'exposition, une liberté de montrer quelques sculptures en plein air, bref quelque chose rappelant la Ruche. L'idée est de conserver au quartier son âme, en retenant une fraction de sa population d'origine, chassée par les prix prohibitifs de l'immobilier. Une rencontre tripartite a eu lieu au mois de décembre entre messieurs Patrice Maire, Lionel Assouad (qu'on ne présente plus) et le promoteur (dont le nom importe peu). Il en est résulté une promesse de subvention. Mais depuis, aucune nouvelle!

MAGIC RETOUR

Des chiffons nostalgiques

Rue de la Sablière. Une enseigne d'homme en queue-de-pie avec chapeau haut-de-forme malmenée par le vent. «Magic Retour». Olivier Soulas est installé ici depuis 1981. Sa boutique étant dans une demi-pénombre, le visiteur est d'abord attiré par le feu de cheminée qui crépite dans la cuisine voisine: c'est la «petite campagne» d'Olivier, il l'a aménagée lui-même, avec cuisinière en fonte et table de bistrot. Au fond, une porte vitrée qui donne sur une petite cour intérieure, «la terrasse l'été», laisse passer un peu de la lumière du jour. Ambiance feutrée, propice à la flânerie, gens pressés s'abstiennent.

RETOURNONS dans la boutique. La pièce est encombrée de petites tables, de fauteuils. Olivier collectionne les grenouilles et les chats noirs: mais attention, le gros chat noir sur le fauteuil n'est pas en peluche! Quelques bibelots sont exposés dans les vitrines, plus pour la décoration que pour la vente, car Olivier vend surtout des fripes. L'aménagement de la boutique trahit ses passions passées et présentes. Il a fait les Arts Décos, puis il a été décorateur. Dans son grenier qu'il a aménagé en atelier, il peint, il répare et fabrique des lampes, encadre des tableaux, ... Il compte bientôt faire une exposition de ses toiles, surtout des portraits accrochés ici et là, sans doute dans le restaurant voisin Les Comestibles.

DES FRIPEES

Les vêtements sont sagement rangés sur des portants, «ils sont ou vieux ou originaux, pas de séries uniformes de vestes comme dans les friperies des Halles», précise-t-il. En fait, ils sont pour la plupart des années 50-60. L'approvisionnement est d'ailleurs un vrai casse-tête: les queue-de-pie, comme les chemises grand-père, se font rares dans les greniers. Quatre types de clients investissent régulièrement les lieux. Les habitués d'abord, qu'ils soient du quartier ou non. Le jour de ma visite, un couple bordelais faisait queue et les emplettes, la jeune femme affirmant que c'est ici qu'elle achète ses plus belles robes; elle fréquente la boutique d'Olivier Soulas depuis plus de dix ans! Magic Retour est aussi une boutique fréquentée par des gens du

théâtre, les costumiers des petits budgets en particulier. Olivier Soulas a ainsi habillé les acteurs des premiers films d'André Téchiné, et le Grand Orchestre du Splendid à ses débuts. Enfin, les nostalgiques des années 70 y achètent chemises et vestes, tandis que les amateurs de déguisements y dénichent la tenue de soirée de leurs rêves.

MEMOIRE DU QUARTIER

Olivier est un bon témoin de l'évolution du quartier depuis une dizaine d'années. Beaucoup de bistrotiers ont fermé leurs portes, mais il n'a pas oublié la verve de M. Roger au café du Berry. Si l'hôtel du Téléphone a été, pour son bonheur, réhabilité, d'autres immeubles anciens ont disparu: à commencer par la maison contiguë «qui avait des balcons en bois». Les bâtiments qui les remplacent sont rarement beaux, souvent quelconques, quand ils ne sont pas hideux: tel l'immeuble rouge au coin des rues de la Sablière et Hippolyte-Maindron. Rénovation et loyers élevés ont chassé les plus démunis en banlieue. Les activités de proximité, ateliers d'artisans et petits commerces, ont fermé leurs portes: ainsi la marchande de fripes de l'autre côté de la rue de la Sablière («pas une concurrente, on s'envoyait les clients») a cédé la place à une fleuriste bientôt partie. Ou bien elles sont remplacées par des bureaux. Les gens qui travaillent dans le quartier sont peu nombreux à y résider, et réciproquement: c'est l'animation des rues et plus généralement la vie de quartier qui en pâtissent. Olivier déplore cette morosité ambiante, mais il ne se laisse pas abattre. Magic Retour est un bastion irréductible de la convivialité du quartier. Les amis d'Olivier, Léo le libraire d'Alias rue Boulard, des peintres, des sculpteurs et des professeurs d'écoles d'art s'y retrouvent régulièrement, en particulier à l'heure de l'apéro où, chacun apportant sa bouteille, la cuisine prend des allures de bistrot clandestin.

Ouvert du mardi au samedi de 12h30 à 19h30.

Laurence Croq



Retraite

NOS BONS VOEUX MONSIEUR ROGER

M. Roger tenait le kiosque à journaux du métro Edgar Quinet depuis onze ans. Il est parti à la retraite le 31 décembre dernier. Une lectrice nous écrit.

MONSIEUR Roger nous quitte pour s'accorder enfin une retraite bien méritée, sa bonne mine joviale, son bel embonpoint, précieux pour se prémunir du froid, son langage fleurait bon son Tiiti parisien. Voilà une image bien pittoresque qui disparaît. Vendeur de journaux depuis bien longtemps, il envahissait son étroit kiosque cylindrique, vert bien entendu, accolé au métro Edgar-Quinet. Chaque matin, aux aurores, il accrochait avec des pinces à linge quelques magazines autour de sa fenêtre par où il accueillait les fidèles clients; il alignait sur une vieille table branlante les revues du jour. Un grand bonjour, un signe de la main, quelques mots gentils à l'adresse des enfants, dont certains ne

manquaient jamais de le saluer.

Une véritable figure du quartier s'efface ainsi, témoin d'une époque où la rue vivait encore au rythme des camelots, des saltimbanques de toute sorte comme le cracheur de feu, la femme élastique, l'altérophile en maillot de lutteur, mais aussi le rempaillleur, le rétameur et bien d'autres. Une époque où les gens ne se terraient pas devant leur poste de télévision, où l'allumeur de réverbères sillonnait les étroites ruelles afin d'illuminer les nuits parisiennes. Monsieur Roger a certainement entendu maintes fois le martèlement des sabots des chevaux des bougnats et autres livreurs, sur le pavé sonore, et les appels stridents des vitriers qui criaient «Vitrier, vitrier!». Tout un monde enseveli à jamais.

Sans aucun doute, le plus triste réside-t-il dans l'absence de successeur de Monsieur Roger. Malheureusement, personne ne vendra plus les journaux à la sortie du métro Edgar-Quinet. Nous vous regrettons déjà, Monsieur Roger...

Christine Terrasse



ARTISANAT

La tradition, une affaire de famille

EN CES temps difficiles, il est heureux de signaler l'ouverture d'un magasin spécialisé en restauration et produits d'entretiens pour meubles anciens. Son propriétaire, M. Henry, a la chance de vivre et d'exercer son métier dans le quatorzième arrondissement, au «cœur de la rive gauche». Avant d'ouvrir son propre commerce, il s'est formé, avec son frère jumeau, à l'art d'entretenir et de réparer les meubles anciens. En travaillant sur les salons des antiquaires et dans l'entreprise des Frères Nordin (fabricants renommés de produits d'entretien), ils ont conservé, nourri, flatté avec passion les meubles qu'on leur confiait.

Quand il a décidé de retaper lui-même la devanture du 63 rue de la Tombe-Issoire, M. Henry ne s'attendait pas à une telle charge de travail. Pendant des semaines, à l'aide d'un outillage léger, il a su mettre en valeur, et avec goût, les atouts de son magasin. Quel meilleur argument de vente

et certificat de compétence, que la transformation de l'anonyme boutique en atelier à l'ancienne?

UNE VITRINE QUI EN DIT LONG

Pendant ces travaux de longue haleine, des piétons et des habitants du quartier s'arrêtaient pour suivre l'évolution de la restauration et à l'occasion, prenaient des renseignements. De son côté, M. Henry n'hésitait pas à demander conseil à des peintres de passage. Ses voisins commerçants lui ont même fourni des matériaux, prêté des outils, signe que la vie de quartier perdure, derrière l'apparent anonymat.

Toutes ces personnes ont pu mesurer combien il pratiquait le travail à l'ancienne, dont l'essentiel réside en un précieux traitement de la matière, ainsi que dans le soin apporté à l'embellir et à la conserver. En un mot, une réfection respectueuse de la fragilité de certaines matières, traitées comme si elles étaient vivantes. Les connaisseurs et

les amateurs ne peuvent s'y tromper. En opposition au clinquant et au prêt-à-jeter, le travail à l'ancienne désigne ce savoir faire et cette exigence du geste qui, loin des outils contemporains, rendent aux meubles leur aspect d'origine.

NOBLES MATIERES ET PARFUMS D'ANTAN

A l'intérieur du magasin, de vieux meubles en cours de restauration peuplent le décor toujours changeant. Les rayonnages de bois sombre, remplis de bouteilles aux étiquettes sobres, côtoient les brosses et des fournitures pour l'entretien, à l'austère efficacité. Pas besoin de longs discours pour comprendre qu'ici, rénovation rime avec tradition.

En même temps que le regard parcourt les étagères, les multiples facettes d'un métier apparaissent: d'abord, on décire les parties en bois du meuble; on éclaircit les taches pour retrouver le bois d'origine; puis on rince le bois à l'alcool à vernir, avant de le mettre en teinte aux couleurs de son choix et de le patiner à la méthode d'antan. D'autres techniques peuvent intervenir pour la restauration d'objets d'art, ayant



des parties en marbre, en terre cuite, etc.

M. Henry conseille et oriente ses clients. Ces derniers aiment les belles choses et, par attachement, préfèrent payer plus cher en rénovation que de racheter un meuble neuf identique: il en sera ainsi de ce fauteuil, ou de cette armoire qui ranimeront le souvenir d'un parent, d'une époque.

Prisonnier de la terne poussière, un meuble maculé par les années n'attend pour sa renaissance, que la main légère et assurée de l'artisan. C'est ce «supplément d'âme» dont on dote nos meubles, que M. Henry se fait fort de réveiller.

RENOV ET TRADITION
63, rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris

LA PAGE est éditée par l'association L'Equip'Page BP 53, Paris cedex 14. Directrice de publication: Béatrice Hammer. Tél (répondeur): 45.41.75.80. Commission paritaire n°71081. ISSN n°0998 2728. Impression: Rotographie, Montreuil.

ENTRE RAGE ET RAISON

Alice habite rue Didot. Elle se bat sur tous les fronts: chômage, logement, règlement judiciaire d'un divorce, demandes d'aide sociale, formation professionnelle. Elle lutte le plus souvent seule, parfois au sein d'associations, tel le collectif AC! (Agir ensemble contre le chômage). Impuissante à secouer «l'inertie des Français», elle parle ici de la suffisance de certains services sociaux et de ses déboires avec l'Office public d'HLM de la Ville de Paris (OPHVP).

JE DOIS quitter l'appartement que j'habite depuis vingt-trois ans et où je vis avec mon fils, sans savoir où me reloger. C'est la conséquence lointaine de mon divorce (1), et de ma situation de chômeuse de longue durée, maintenant RM1ste. Je dois partir pour diverses raisons: parce que l'appartement va être mis en vente, parce qu'il devient chaque jour plus vétuste et, surtout, parce que je n'ai pas d'emploi. Malgré mes faibles revenus, pas moyen d'obtenir un logement en HLM. Cet épisode est le dernier d'une longue série qui m'a permis de comprendre, là aussi, qu'une femme dans ma situation n'a plus sa place sur le sol français.

A 40 ans, du jour au lendemain, je me suis retrouvée seule avec mon fils de 9 1/2 ans. J'avais interrompu mon activité salariée pendant dix ans; j'ai eu le plus grand mal à faire reconnaître aux employeurs ma valeur professionnelle (mes diplômes ne leurs paraissent plus opérationnels). Au bout de quelques mois, j'ai fini par suivre un stage, sans pour autant obtenir de travail. L'âge avançait, le chômage aussi; mais pour ma part, je me sentais toujours capable de retravailler.

J'ai trouvé des contrats à durée déterminée, puis je me suis inscrite dans une société d'intérim. C'est ainsi que, quelques temps après, j'ai obtenu un poste à l'Office d'HLM et que, le 2 juillet 1990, j'ai accepté une embauche définitive dans cette administration «au service

de la collectivité». Au début, tout se passa bien. Malgré certains bruits de couloir, malgré certains comportements équivoques, je me débrouillais pour éviter tout conflit (l'ambiance étant pour le moins tourmentée).

UN OFFICE AU DESSUS DE TOUT SOUPÇON

Toutefois, le climat, dont je ne m'étais pas assez méfiée, finit par devenir tellement hostile qu'on me licencia le 31 décembre 1992. Décrire les raisons de ce

UN OFFICE BIEN GÈRE ?

En juillet 1992, Marie-Noëlle Lienemann, alors ministre du Logement, demande à ses services d'enquêter sur l'Office d'HLM de la Ville de Paris (l'OPHVP venait de changer de nom et s'appelle depuis l'OPAC). Bien que ce rapport n'ait pas été officiellement rendu public, «Le Canard enchaîné» en a publié des extraits.

Après avoir indiqué que les enquêteurs ont eu le plus grand mal à obtenir les renseignements nécessaires, le rapport constate que la désignation des nouveaux locataires s'effectue, le plus souvent, en violation de la loi. Alors que 60000 mallogés ou sans-logis piétinent parfois depuis

licenciement dépasse le cadre de cet article. Disons que l'arbitraire est, là-bas, total et que je n'ai pas su faire ce qu'il fallait pour plaire au chef de bureau. Je préférerais demeurer neutre, libre de toute compromission.

Pour en revenir à ma recherche de logement, j'ai, le 2 octobre 1990, déposé une demande de HLM auprès de la mairie du 14e. J'avais voulu déposer cette demande plus tôt, mais on m'en dissuada à deux reprises. La première fois, c'était avant que je n'entre à l'OPHVP; une personne de la mairie me dit «vous ne travaillez pas, vous n'aurez pas de HLM». La seconde fois, c'est au sein même de l'office; M. Perol, alors directeur, avait, disait-on, pour principe de ne pas loger ses employés. Inutile donc, de déposer une demande. Par contre, il était de bon ton de l'informer de notre intention. Ce que je fis, sans succès...

Cependant, ma demande demeure urgente et j'ai raison de m'inquiéter, puisqu'à ce jour, malgré mes multiples démarches (auprès du Premier ministre, de la députée Mme Catala, du maire de Paris et de tant d'autres), bien que mon dossier soit considéré comme prioritaire, je n'ai toujours rien, ni appartement ni travail.

Il y aurait tant de choses à dire sur le fonctionnement de l'OPHVP. Je me souviens de ce cadre que j'ai vu licencier en moins de dix minutes. Un sac poubelle pour prendre ses affaires et le tour était

dix ans et plus, sur des listes d'attente, les appartements vacants sont le plus souvent accordés à des candidats de dernière heure. Sur les 3957 attributions prononcées en 1991, 1395 ne sont pas passées devant la commission. Une étude plus fouillée de «410 dossiers ayant bénéficié d'une attribution», montre que 57% ne disposaient pas d'avis d'imposition de l'année n-2, mais de fiches de paie, voire d'aucune indication de ressources. Nombre de logements sont attribués à des candidats dépassant les plafonds de ressources autorisés pour bénéficier de logements PLA.

Les enquêteurs, les représentants de

filles, c'était peut être beaucoup. Je lui ai dit que je voulais vivre décemment, elle m'a répondu «soyez plus douce». Combien de m2 ont-ils, M. Chirac, M. Balladur, Mme Veil, et Mme Bonnefous? Il serait grand temps de respecter chaque individu en leur attribuant des appartements de surface décente, avec buanderie et lingerie, au risque de déplaire à Mme Bonnefous.

Les gens pensent que l'on distribue toutes sortes d'aides aux plus nécessiteux. Mais, la situation est bien différente. Pour en bénéficier, il faut franchir des obstacles inimaginables. Tenez, dans un service social que je fréquente, il n'y a pas assez de bureaux pour toutes les assistantes sociales. Alors, on peut se voir proposer d'établir un dossier à la cuisine. Oui, ça m'est arrivé. Ou encore, on rend les conditions d'attribution des aides sociales plus draconiennes. Ainsi, le plafond d'octroi de la carte de santé, qui était jusqu'à présent de 4600 à 4700F par mois, est passé

à 3600/3700F Il y a tant de choses qu'on évite de dire. C'est comme la carte orange, en principe, elle est remboursée à un demandeur d'emploi; mais elle ne l'est plus lorsqu'on effectue un stage à moins de quinze kilomètres de son domicile.

DE L'IMPUDENCE DES SERVICES SOCIAUX

Je suis allée voir Mme Bonnefous, adjointe à la mairie du 14e, chargée de l'Action sociale et de la Culture. Elle m'a dit que M. Chirac ne pouvait pas loger tout le monde. C'est tout juste si elle ne m'a pas dit que c'était très joli si on nous en attribuait un de temps en temps. Elle m'a dit aussi qu'un trois pièce pour moi et mon

l'Etat, n'ont pu obtenir une liste de logements vacants à une date déterminée. Toutefois, ils ont pu calculer qu'à peu près 2,5 % du parc était vacant, soit plus de 2000 appartements (cinq fois plus que ce que l'office avançait). Quant aux éléments de trésorerie et de comptabilité qu'il leur a été possible de consulter, ils ont donné aux enquêteurs le sentiment qu'une expertise plus poussée était nécessaire. Notons encore que le ministre du Logement chargé de les traiter juge de façon très critique le mode d'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre pour la construction et l'entretien de logements HLM.

Enfin, 24 % des logements se trouvent dans une situation assez médiocre et 16 % sont dans un état tout à fait insatisfaisant.

Enfin, 24 % des logements se trouvent dans une situation assez médiocre et 16 % sont dans un état tout à fait insatisfaisant.

filles, il n'est pas hostile aux poètes. Il a connu Foujita, il reconnaît Kissing, et les secrétaires d'ambassades lointaines qui viennent dîner à la Coupole avec les peintres «de chez eux». Je vais souvent prendre un verre de porto chez un ancien modèle qui vit aujourd'hui très bourgeoisement dans un petit appartement coquet de la rue de Vaugirard et qui est pour moi un petit musée de Montparnasse: on y trouve une cravate de Mécislas Golberg, une carte postale de Max Jacob, un menu de chez Baty, un vieux tablier qui appartient à quelque plongeur de la Rotonde, des Utrillo, une coupure de journal rappelant que le petit hôtel de Picasso à Montrouge avait été un jour cambriolé, un bouquin sur Van Gogh, et des quantités de souvenirs cubistes, futuristes, pornographiques ou touchants qui rappellent que Montparnasse, avant d'être le quartier des faux peintres arrivés, a longtemps été un petit paradis...

MAIS JE NE ME PLAINS PAS

J'ai passé Noël et le jour de l'An sans chauffage. Je suis débordée par les différentes demandes d'aide judiciaire, d'aide sociale, par le règlement juridique de mon divorce, par la recherche d'un logement, les stages de formation et le travail à domicile. Tenez, hier, et ce n'est pas la première fois, j'ai dû faire plus de cent-cinquante photocopies pour un dossier de demande d'aide judiciaire. J'ai la tête tellement prise par ces formalités, par l'obligation de négocier pied à pied chaque demande, chaque démarche, que j'en oublie de chercher du travail, je rate des rendez-vous.

De toute façon, à quoi bon? Les personnes de plus de 40 ans ne sont quasiment plus embauchées. Que vont-elles faire? Un jour, on me dira: «T'es pas folle de penser à retravailler à l'âge que tu as?». Et les contrats emploi solidarité, quelle arnaque, quelle exploitation! On met tout sur le dos de la crise, mais la crise est bien le résultat de choix, de décisions. Ceux qui ont effectué ces choix, les politiques, et si on les mettait au smic? Pourquoi pas? Ils sauraient davantage où mettre la barre du smic et celle du coût de la vie. Ils auraient aussi plus de lucidité.

Je ne me plains pas, ce qui me fait le plus mal, c'est l'inertie des Français. De quoi nos enfants pourront-ils nous remercier? De la libération sexuelle qui a apporté tant d'adultères, tant de divorces, d'enfants «abandonnés»; de la pollution, de la misère, du sida... Bel héritage! A force de sentir la faim, le froid, l'écoeurement et la misère, emportée par cette sorte de mort lente, il m'arrive de m'identifier à ceux que l'on a tenté d'exterminer. A quand une journée de commémoration pour les exclus, les éliminés?»

Alice

(propos recueillis par Jean-Luc Metzger)

(1) Divorce aux torts exclusifs de mon mari, mais où mes intérêts n'ont pas été défendus. Il y aurait beaucoup à dire sur la justice, en laquelle, à ce jour, je n'ai aucune confiance.

LEON-PAUL FARGUE

Le Piéton de Montparnasse

LYA deux Montparnasse. Celui qui se livre sans discrétion, sans retenue, celui de la rue. Celui du carrefour Montparnasse-Raspail, où s'étale tout le déchet et parfois l'élite de l'Europe «intellectuelle et artistique». Tel poète obscur, tel peintre qui veut réussir à Bucarest ou à Séville, doit nécessairement, dans l'état actuel du Vieux Continent, avoir fait un peu de service militaire à la Rotonde ou à la Coupole, deux académies de trottoir où s'enseigne la vie de bohème, le mépris du bourgeois, l'humour et la soulographie. La crise a porté un assez sérieux coup à Montparnasse. Mais nous y connaissons une agitation qui tenait du déluge, du grand siècle et de la fin du monde. Des taxis ont véhiculé des nuits

durant rue Delambre, rue Vavin ou rue Campagne-Première, des Lithuaniens, faiseurs de vers hirsutes, des Chiliens en chandail qui peignaient avec des fourchettes à escargots, des nègres agrégés, des philosophes abyssins, des réfugiés russes experts dans l'art d'inventer des saporifiques, des loteries ou des maisons de couture. Cette atmosphère de maisons de fous n'était pas déplaisante. (...)

A côté de ce Montparnasse de terrasses, de tangos, de cacahuètes et de boissons originales, existe dans l'air, comme une mélodie, le vrai Montparnasse, celui qui n'a ni murs ni portes et qui, plus que tout autre sanctuaire, pourrait revendiquer le célèbre mot de passe, un peu retouché: «Nul

n'entre ici s'il n'est artiste.» Montparnasse doré, aérien, tendre, qui met en fuite les démons de la solitude, celui de Baudelaire, de Manet, d'Apollinaire, et de tant d'autres pour qui la vie en marge des institutions et coutumes bourgeoises n'était pas une affectation, mais une nécessité en quelque sorte congénitale. Le véritable état-major de Montparnasse se composait de Moréas, de Whistler, de Jarry, de Cremona, de Derain, de Picasso, de Salmon, de Max Jacob, haut patronage de morts et de vivants qui donne encore le ton aux débutants dans l'art d'avoir du génie. Il y a un peu plus de vingt ans, quand Picasso vint s'établir aux environs de la Rotonde, tout le monde comprit à Paris qu'une colonie

nouvelle, qui s'étendrait jusqu'à la porte d'Orléans, allait remplacer la rue Lepic agonisante. Le restaurant Baty connut une vogue soudaine et eut l'honneur de faire crédit à Léon Trotsky, lequel, encore qu'il ait inventé l'armée rouge et la position de révolutionnaire absolu, restera toujours un type de Montparnasse, et montrait bien des points communs avec Modigliani, Vlaminck ou le Douanier Rousseau, autres clients de Montparnasse, plutôt touristes d'ailleurs, Vlaminck arrivant de la grande banlieue et Modigliani de Montmartre. Cette présence de peintres, d'esthètes, de courtiers en tableaux, de poètes et de midinettes toujours prêtes à se déshabiller pour poser un nu n'a pas été sans influencer fortement la gent «vadrouillarde» du quartier. Le «mec» du Raspail et de l'avenue du Maine n'est pas semblable à ses confrères de Grenelle. Il a un peu d'éducation, de très gentilles dispositions pour l'humour, sait danser à la moderne et, au besoin, la promiscuité artistique aidant, faire un croquis à propos de bottes. S'il est dur avec les

filles, il n'est pas hostile aux poètes. Il a connu Foujita, il reconnaît Kissing, et les secrétaires d'ambassades lointaines qui viennent dîner à la Coupole avec les peintres «de chez eux». Je vais souvent prendre un verre de porto chez un ancien modèle qui vit aujourd'hui très bourgeoisement dans un petit appartement coquet de la rue de Vaugirard et qui est pour moi un petit musée de Montparnasse: on y trouve une cravate de Mécislas Golberg, une carte postale de Max Jacob, un menu de chez Baty, un vieux tablier qui appartient à quelque plongeur de la Rotonde, des Utrillo, une coupure de journal rappelant que le petit hôtel de Picasso à Montrouge avait été un jour cambriolé, un bouquin sur Van Gogh, et des quantités de souvenirs cubistes, futuristes, pornographiques ou touchants qui rappellent que Montparnasse, avant d'être le quartier des faux peintres arrivés, a longtemps été un petit paradis...

Léon-Paul Fargue,

«Le Piéton de Paris», Gallimard, 1932.

Portrait de groupe avec journal

L'association qui édite La Page s'est réunie en assemblée générale le 8 décembre dernier.

JEUUDI 8 décembre 1994, nous profitons de la séance habituelle d'envoi du journal à nos abonnés pour satisfaire à l'une des obligations légales de toute association régie par la loi de 1901. Après avoir voté le rapport moral et le rapport financier, nous renouvelons notamment le bureau (présidente, secrétaire et trésorier) de L'Equip'Page, l'association éditrice de La Page.

Mais rassurez-vous: le ton très officiel de ce premier paragraphe n'est en rien le reflet de l'ambiance qui règne à La Page. En fait, notre fonctionnement est beaucoup plus informel que cela... Mis à part les comptes rendus ponctuels sur la situation financière (toujours bonne*) du journal, nous n'avons jamais à faire état des titres des uns ou des autres.

L'Equip'Page rassemble aujourd'hui une trentaine de personnes, toutes bénévoles. L'engagement de chacun peut varier, de sorte que, pour un numéro donné, on comptera en fait quinze à vingt participants.

SECRETS DE FABRICATION

Nous nous réunissons environ une fois par semaine, le mercredi, dans des locaux associatifs du quartier. Par exemple, pour réaliser le n°24, paru fin janvier, nous nous sommes vus une première fois le 14 décembre. Deux personnes parmi nous se sont proposées pour «suivre» ce numéro; elles s'engageaient à assurer le bon déroulement des réunions, la succession des étapes prévues, etc. Nous avons établi la liste des articles, en tenant compte de ceux que nous n'avions pas pu publier dans le n°23. Les textes déjà écrits ont été distribués, pour que chacun puisse les lire à tête reposée.

A la réunion du 21 décembre, tout le monde était censé avoir lu lesdits articles. Nous les avons discutés, tant sur la forme que sur le fond. Notre objectif: améliorer les articles, les enrichir, les rendre plus lisibles et plus intéressants pour nos lecteurs... en respectant la volonté et le style de l'auteur. Les deux «responsables» notaient les corrections proposées, vérifiaient que les textes étaient sur disquette, que des illustrations étaient prévues, etc. Et nous sommes repartis avec une nouvelle livraison d'articles.

Mercredi 4 janvier: dernière séance de débat collectif sur les textes. Un premier projet de répartition des articles au sein du journal a été présenté, nous avons discuté

du sujet qui allait figurer en une, etc. Nous avons vérifié (surtout nos deux «chefs d'équipe») que rien ne manquerait pour le week-end prochain; et une demi-douzaine d'entre-nous se sont proposés pour assurer le «bouclage» du numéro.

DIMANCHE SOIR, DERNIER DELAI

Le 7 et le 8 janvier, nous «squattons» le domicile d'un membre de l'équipe. Les fils électriques traînent par terre, les ordinateurs ronronnent, on consulte les dictionnaires, on interroge les calembottes, on dessine, on gomme... Dimanche soir, tout devra être fini; c'est-à-dire que chaque article aura trouvé sa place dans la maquette, avec son titre, son chapeau, ses intertitres, sa photo... et que, une fois les ordinateurs débranchés, tout ce beau travail pourra être confié au maquettiste qui assure, moyennant finance, la mise en page de votre journal de quartier.

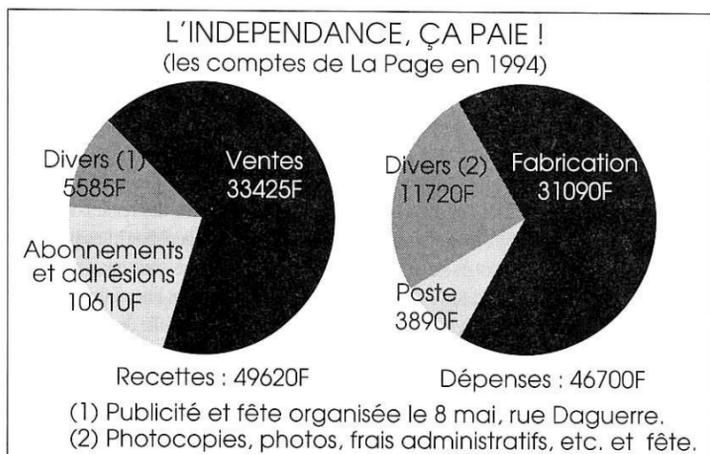
Résultat une semaine après. Dimanche 15 janvier, on regarde ensemble les épreuves, on tente quelques corrections de dernière minute, on suggère un titre plus gros, mieux tourné, on apporte enfin la photo qui manquait... et ça repart en fabrication. Nos deux compères nous promettent qu'ils feront pour le mieux. Rendez-vous jeudi 26 janvier, quand le journal est imprimé, plié, prêt à être glissé dans les enveloppes pour les abonnés, mis en rayon chez les marchands de journaux, ou agité au vent frais des marchés du quartier.

Nous nous répartissons ces dernières tâches en critiquant, qui la qualité de l'impression, qui ce titre qu'on a modifié sans le prévenir ou cette virgule qui change tout le sens de son article, on prévoit le planning du prochain numéro... C'est reparti!

Omar Slifi

(*) A noter, outre nos ventes qui, depuis plus de deux ans, se maintiennent à un niveau tout à fait satisfaisant (voir courbe

ci-contre), le fait que nous puissions de nouveau bénéficier des tarifs postaux préférentiels accordés à la presse; ce qui nous permet de ramener les abonnements (plus de 150 à ce jour) à un prix incitatif, soit 40F pour six numéros (bulletin ci-dessous).



Exégèse

LA NOUVELLE ACROPOLE ET LE RACISME

La secte de la rue Daguerre se défend d'être raciste. Analyse de texte, par un militant antiraciste.

«Qu'a dit la Nouvelle Acropole sur le racisme?»: c'est le titre d'un dossier qui m'a été récemment remis par une représentante de la NA, afin de me prouver que décidément non, le «centre culturel» du 68, rue Daguerre n'est pas une secte, et serait même carrément antisectaire et antiraciste. Le dossier est constitué d'extraits de la revue bimestrielle «Nouvelle Acropole». J'ai emporté le dossier en promettant de le lire. Et j'ai lu.

A dire vrai, ça n'est pas un cadeau. Il m'a fallu toute ma bonne volonté et mon sens du devoir antiraciste pour m'engouffrer cette littérature ésotérique et quelque peu indigeste. L'un des articles, dans une tentative d'explication des origines du racisme, s'acharne sans nuances contre la «mentalité occidentale», source de tous nos maux. On peut s'étonner qu'une association en apparence anodine, qui se présente elle-même

comme un simple «institut culturel», s'en prenne aussi radicalement aux progrès de l'humanité, en particulier la démocratie, qui n'est pas ce que celle-ci a commis de pire!

L'auteur fait ensuite un détour par la pensée de Marx et d'Engels, dénoncés comme les véritables idéologues du racisme occidental. Il feint d'ignorer le colonialisme, qui leur est pourtant antérieur et qui a incontestablement beaucoup œuvré pour ancrer dans les esprits les notions de «race supérieure» et de «race inférieure»; sans parler d'auteurs comme Gobineau, qui ont théorisé le racisme. On ne s'étonnera pas de ces «oublis» lorsqu'on sait que, dans un stage appelé «Apollon», la NA annonce l'apparition d'une «sixième race» qui bouleversera l'ordre du monde.

HITLER COUPABLE... D'AVOIR PERDU LA GUERRE

Toute cette argumentation aboutit à la conclusion que Hitler et le nazisme sont les produits de l'Occident et du marxisme, et qu'il faudra se déshabiter de croire qu'il y a trop de différence entre les auteurs d'atro-

phes cités invraisemblables et ceux qui n'ont pas commis les mêmes». En clair, nous ne devrions pas tant parler d'Hitler, mais nous concentrer sur la condamnation du mal occidental... Il me revient alors en mémoire les propos de Livraga, fondateur et «commandant mondial» de la secte, qui expliquait, en juin 1989, dans le n°107 de cette même revue «Nouvelle Acropole», que le véritable crime de Hitler était d'avoir... perdu la guerre. Il ne mentionnait même pas l'élimination de millions d'êtres humains en raison de leur religion, de leur ethnicité ou de leurs croyances. Un des hauts dirigeants de la NA avait même écrit, dans une revue plus interne de l'association («Almena»): «Hitler est l'un de mes personnages préférés».

Hitler et les nazis victimes de la «mentalité occidentale» pervertie par les Marx et autres Engels, voire le «lobby juif» qu'a évoqué Livraga? On n'est pas loin de le croire en lisant la littérature de la NA. Mais mon indignation prouve bien que je ne suis pas encore parvenu à cette «maturité individuelle» que Nouvelle Acropole m'aiderait sans doute à atteindre et qui «forme par la suite la base d'un processus de maturation collective». J'en frissonne....

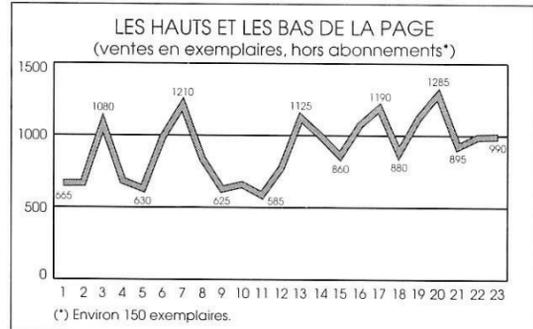
Alain Ribat
(président du MRAP 14e-15e)

fication finale représentée au plan politique à l'intérieur de l'Etat, par le gouvernement aristocratique et totalitaire» («Sectes»). Aux yeux de la NA, «le jugement d'autorité ne peut être discuté» («Le labyrinthe de Lapis Lazuli»). La NA est contre le pluralisme politique. Le système qu'elle prône n'a aucun respect pour la volonté populaire. Elle s'imagine qu'elle aura à «occuper petit à petit (une place dans le monde), par droit divin et par droit naturel» («Nouvelle Acropole», avril 1977).

Pour l'extermination des minorités. La NA n'a aucun respect non plus pour les minorités. Seules ses propres valeurs doivent s'imposer. La secte précise le sort qui attend ceux qui ne partagent pas sa conception de la société: «Dans le nouvel

Etat, il n'y aura pas d'analphabètes ni de mendiants, ni de fanatiques, ni d'organisations délictueuses. Tous ceux-là seront assimilés aux nouvelles structures et, dans le cas où ceci serait impossible, enfermés dans des établissements pour inadaptés, ceux qui font violence seront exécutés inexorablement» (cité par «Sectes»).

Les liens avec l'extrême droite. La NA entretient des relations suivies avec le Grece (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne). Ainsi J.-P. Allard, membre de ce club d'intellectuels d'extrême droite et soutien de Jean-Marie Le Pen, effectue régulièrement des conférences pour la NA. De même Jean Haudry, membre du Grece et de l'Unif, et Jean Varenne.



Pétition contre les sectes

DANS LA perspective des élections municipales, l'association Daguerrosectes (information et lutte contre les sectes) entreprend de faire signer une pétition destinée aux candidats. Elle s'inquiète de la «prolifération des sectes, de la diversification des étiquettes sous lesquelles elles se dissimulent». La pétition demande aux candidats de prendre position publiquement et de dire «quelles mesures ils comp-

tent prendre afin de mettre en garde les habitants de l'arrondissement, notamment les jeunes, contre ce risque». Les candidats sont aussi invités à dire s'ils s'engageraient à «faire de l'information dans les bulletins municipaux, dans les écoles, etc., et à refuser toutes subventions aux associations qui pourraient être infiltrées». On peut se procurer des pétitions en téléphonant au 45 45 54 03.

COURRIER DE L'ADFI DU 14E

NOUS AVONS lu avec grand intérêt, comme toujours, La Page de décembre 94.

Permettez-nous de préciser, au sujet de l'article intitulé «Le maire, la secte et les associations» que l'Unadfi (Union nationale des associations pour la défense des familles et de l'individu) est en effet logée dans un local appartenant à la mairie de

Paris (dans le 20e arrondissement), mais moyennant loyer. C'est ce local qui a fait l'objet d'une «descente» musclée de la part du «Groupement» en novembre dernier - occupation, vol de livres, fichiers, lettres, etc., brouillage de la mémoire de l'ordinateur, les employées retenues une bonne partie de la journée...

Les adhérents

Opération Pygiac

DU 8 mars au 8 avril, dans le cadre de la sixième Semaine nationale de la Presse à l'école, une trentaine d'élèves du collège Giacometti ont

entrepris la réalisation d'une émission de radio, d'une vidéo et d'un journal. De futurs concurrents pour La Page? Affaire à suivre.

LETRE ANONYME

JE NE renouvelle pas mon abonnement car j'ai été atterrée par votre titre et vos articles sur les sectes. Vous savez, je ne suis pas jeune et j'ai retrouvé le temps de la chasse aux sorcières. Je crois que vous n'avez rien compris à l'histoire. Si vous étiez juif, vous sauriez. Je n'ose pas me nommer.

ABONNEZ-VOUS A LA PAGE

Six numéros : 40F (soutien : 100F). Adressez ce bulletin et votre chèque à l'ordre de L'Equip'Page, BP53, Paris cedex 14.

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....

Portrait

LE TOUR DU SIECLE EN QUATRE-VINGTS ANS

Née peu de temps avant la première guerre mondiale, Hélène a passé la plus grande partie de sa vie dans le 14ème. Aujourd'hui, à quatre-vingts ans passés, elle fourmille d'idées, déborde d'enthousiasme, et aime toujours autant s'amuser. Elle se plaint bien un peu de ses rhumatismes, mais ils ne l'empêchent ni de peindre, ni de danser. Traversée du siècle avec elle.

C'EST DANS le 7ème arrondissement qu'Hélène est née, le jour du mardi-gras, en février 1912. Ses souvenirs les plus anciens remontent à la première guerre mondiale. Une période plutôt heureuse pour elle; elle écoutait tout ce que disaient les grandes personnes et le transportait dans ses jeux: elle était infirmière, soignait les blessés... Mais, surtout, Hélène s'était inventé un compagnon imaginaire, le héros d'une histoire qu'elle racontait: «il s'appelait «Wermerde», vous savez pourquoi? Parce que «merde» c'était un mot rare et défendu, et que le soir, mon père, qui était féru de littérature, lisait Werther à ma mère pendant qu'elle cousait. Moi, j'étais sous la table, je n'en perdais pas une miette. C'est comme ça que j'ai fabriqué ce nom. Ça a duré jusqu'à ce que j'aie à l'école, ce roman-feuilleton. Tous les jours il y avait du nouveau: il était dans les tranchées, il écrivait, il était blessé, il allait venir en permission, il rencontrait le général... C'était un personnage qui avait plusieurs emplois, un genre d'amoureux, de fiancé, mais toujours un héros. Autour de moi, tout le monde le connaissait, me demandait de ses nouvelles...»

Les années passent, Hélène fait ses études. À dix-huit ans, elle est déjà institutrice. Mais pas n'importe où: «Les écoles primaires... ça ne me disait rien du tout. Mais quand j'ai vu une école maternelle, je me suis dit, c'est là qu'il faut que j'aie. Là, c'est intéressant: on bouge, on fait du dessin, du chant, on raconte des histoires, on fait tout ce qu'on veut, on est libre. Les petits sont beaucoup plus intéressants que les grands, on découvre beaucoup plus de choses...» Hélène s'y tiendra toute sa vie, et ne le regrettera jamais.

141, RUE DE VANVES

Le logement familial est devenu trop petit et la crise du logement sévit. L'appartement qui se libère, au 141 de la rue de Vanves est une aubaine. Pourtant, au début, Hélène et sa sœur regrettent leur ancien quartier: le 14ème, c'est beaucoup plus populaire, bruyant... «Ma sœur et moi, quand nous sommes arrivées dans le 14ème, nous trouvions que les gens étaient vulgaires. On n'était pourtant pas riches, mais nous, notre idéal, c'était la vieille dame chapeauté avec son petit ruban noir ou blanc autour du cou, qui se tenait bien au Bon Marché, avec son face-à-main... Quand on est arrivées, il y avait des vieilles maisons qui n'étaient pas très bien fréquentées, de l'autre côté de la rue de Vanves...»

Mais ces réticences ne durent pas. Au moment du Front populaire, il y a dans les rues du quartier une telle joie qu'Hélène ne peut que se sentir chez elle. «Il y a eu un fameux défilé, le soir du résultat des élec-

tions, avec les élus en tête. On a vu ça de la fenêtre, il y avait une foule incroyable, avec des lampions, une foule qui chantait; c'est difficile à imaginer, avec la morosité actuelle, on ne pourrait plus voir ça maintenant... Mais durant le Front populaire, nous, les jeunes, nous étions heureux. On riait, on chantait, on plaisantait! Il y avait des défilés souvent, je les ai «faits» avec ma sœur, et les copains du Syndicat. Les gens qui étaient du bord opposé avaient une peur terrible quand ils voyaient arriver la manifestation, ils fermaient leurs fenêtres, alors que c'était une foule débonnaire qui les conspuait en riant.»

DES TOMATES ET DES ELASTIQUES

Cette période de joie, dont Hélène se souvient avec émotion, ne dure malheureusement pas. C'est la deuxième guerre mondiale. Hélène est institutrice à Malakoff, dans une belle école neuve. Sous le coup de la panique, on ferme les écoles, on décrète l'évacuation: «On est partis en Bourgogne avec les enfants. Quand on est arrivés à l'école d'Industrie d'Auxerre, on était mélangés avec la troupe, soldats d'un côté, écoles maternelles de l'autre... Un jour on a trouvé un enfant qui était monté dans une camionnette pleine d'explosifs! Ensuite on nous a logés dans une école de village sans aucun confort. Il faisait un froid terrible cette année-là, c'est descendu à moins 18, on n'était pas vêtus comme aujourd'hui... Et puis, malgré leurs cheveux ras, les enfants ont eu des poux. J'étais devenue la spécialiste de l'épouillage, ils y passaient tous, le matin avant la classe, on utilisait un mélange de pétrole et d'eau de Cologne, ça ne devait pas être agréable pour les



enfants...» Hélène reste là-bas six mois. De retour à Paris, elle voit les premiers camions allemands arriver rue de Vanves, les Allemands se précipitent aux étalages sur les fruits, les tomates, ou d'autres produits qu'on ne trouvait plus en Allemagne: «Ils dévalisaient les magasins de tissu de l'avenue d'Orléans. A l'Uniprix, ils achetaient des kilomètres d'élastique pour envoyer à leurs femmes: chez eux, tout le caoutchouc servait à fabriquer les pneus!»

7 KILOMETRES A PIED POUR DU BEURRE

Les années d'occupation sont plutôt sombres. On se débrouille comme on peut pour trouver de quoi manger, de quoi se chauffer... Dans le malheur général, la famille d'Hélène s'en sort relativement bien: «On a eu de la chance, parce qu'on avait de la famille en Normandie; en échange de nos paquets de tabac, nous

avons eu des colis régulièrement. On passait toutes les vacances là-bas, et, on en profitait pour envoyer du beurre ou de la farine à nos amis. On allait porter les colis à 7 kilomètres de l'endroit où on habitait, parce que le chef de gare était un résistant et préservait les colis de la fouille. Ma sœur, mon père et moi, nous faisons les 7 kilomètres à pied avec nos caissettes en bois, en ce temps-là il n'y avait pas de caddies!» Malgré cela, les temps sont durs, l'hiver particulièrement rigoureux: «Je me souviens que pendant plusieurs mois j'ai fait le trajet rue de Vanves - Malakoff à pied dans la neige tassée. Le long de Saint-Joseph et dans la «zone», la neige est restée pendant deux mois sur les trottoirs, il n'y avait pas de sel pour la faire fondre.»

UN OFFICIER MAL RENSEIGNE

La libération est imminente. Grâce à un FFI de Malakoff, Hélène apprend que les soldats de Leclerc entreront par la porte d'Orléans. Elle s'y rend donc, en même temps que de nombreux Parisiens, mais ne voit rien venir. «On nous avait dit, ils arrivent à telle heure, mais ils n'arrivaient pas. Au loin, on entendait la canonnade. La soirée s'avancait... Avec une naïveté incroyable, je suis allée me renseigner auprès de l'officier allemand qui était en faction là! Il n'a pas eu l'air étonné, et m'a répondu aimablement qu'il ne savait pas. Mais quand on a vu arriver par le boulevard Brune un camion plein de SS qui nous regardaient de travers, on a compris qu'il valait mieux s'en aller». Finalement, les soldats sont arrivés le lendemain matin. «Les premiers, je les ai vus rue d'Alésia, c'était des gars qui venaient de Jersey, ils étaient sur un char, on a pris des photos...



plus faim, on n'avait plus soif, on s'en moquait.»

Hélène au Front... Populaire

ON DANSE AU LUTETIA

Après la guerre, Hélène rencontre son mari: «Il rentrait de cinq ans de captivité en Silésie. Il pensait à se marier, et faisait tous les bals d'anciens prisonniers. Je l'ai rencontré au Lutétia. C'était son troisième bal de la soirée! Il aimait bien danser et moi aussi... Nous nous sommes mariés six mois après.» Elle vient de passer le concours pour être directrice d'école maternelle. Elle est nommée dans le 20ème. Le quartier est vivant, sympathique, mais pour Hélène, c'est un peu l'exil. Huit ans plus tard, elle arrive à ses fins: revenir dans le 14ème. Elle y devient directrice d'une école importante, un poste qu'elle occupera dix-sept ans, jusqu'à sa retraite.

Les yeux d'Hélène pétillent quand elle évoque mai 68: «J'ai adoré cette période. Jamais je ne me suis sentie si intelligente, si imaginative! On a été en grève pendant un mois, tous les jours on se réunissait dans une école, et tous les jours on inventait des tas de choses... On essayait de tout reconsidérer avec des yeux neufs.» Elle organise des réunions de parents pour leur expliquer les réformes entreprises, leur ouvre les portes de son école...

UNE PEPINIERE DE TALENTS

Une école où, pendant dix-sept ans, Hélène, entourée par un personnel compétent, soutenue par l'Association des Parents d'élèves, ne s'ennuie pas. Elle y voit défiler presque tout le quartier; certains anciens élèves sont d'ailleurs devenus célèbres: «Il y a des gloires qui sont sorties de cette école! Par exemple, Isabelle, alias Zabou... Quand elle était dans mon école, on donnait Thierry-la-Fronde à la télévision; eh bien, sa

mère était l'Isabelle de Thierry-la-Fronde, et son père était l'auteur du livre. Sa mère l'appelait souvent Zabou. Quand on a commencé à en parler, je me suis dit, c'est sûrement elle, et quand elle a eu le prix Arletty, j'ai dit c'est bien, elle fait une belle carrière. Et puis, dernièrement, elle a joué Dorine dans le «Tartuffe» avec Jacques Weber. J'y suis allée, et j'ai été très heureuse de voir qu'elle était devenue vraiment une très bonne comédienne». Autre ancien élève: Guy Forget. «Un jour, Monsieur Forget - le père - vient à l'école et me dit, je suis professeur d'éducation physique, j'enseigne le tennis, voulez-vous que je fasse une initiation au tennis dans votre école maternelle? J'ai dit bien sûr, et on a organisé ça avec l'Inspection. Monsieur Forget venait une ou deux fois par semaine, il apportait des petites raquettes et emmenait la grande section sur le terrain de tennis de la rue Friant.» Maintenant, quand, par hasard, Hélène voit Guy à la télévision, elle tremble pour lui: «Je ne peux pas m'en empêcher, mais s'il rate une balle, je souffre, parce qu'il est très sensible, on voit sur son visage quand il n'est pas content et moi je le ressens.»

Aujourd'hui, quand Hélène bavarde au coin de la rue, c'est souvent avec un ancien élève ou l'un de ses parents. Elle continue le dessin, qui est resté sa grande passion, fait partie de la Société Historique du 14ème, est secrétaire d'une association pour la sauvegarde d'un jardin... Arrivée presque à l'autre bout du siècle, Hélène n'a finalement pas tellement changé: elle aime toujours autant s'amuser, et sa joie de vivre est contagieuse.

Propos recueillis par Béatrice HAMMER

Changement de Propriétaire

Restaurant

Le Mirama Thai

33, 35 rue de l'Ouest - 75014 Paris
M^o Gaité ou Pernet, Tél.: 43 35 28 51

Spécialités Thaïlandaises et Chinoises
Plats à emporter

A l'occasion de l'ouverture de notre restaurant, nous avons le plaisir de vous offrir un cocktail maison sur présentation du journal

QUAND LES BONS PAUVRES CHASSENT LES MAUVAIS

Dans le premier numéro de la Page, il y a six ans, nous parlions déjà des problèmes du foyer de travailleurs immigrés de la rue des Arbustes. Maintenant, la Ville de Paris veut les mettre à la porte pour loger des SDF...

LE FOYER des travailleurs immigrés situé 3-7 rue des Arbustes a été construit en 1975. Il est composé de trois cents lits répartis sur six étages (chambres comportant un, deux ou trois lits). Sa gestion a été confiée au Bureau d'aide sociale de la Ville de Paris (BAS). La construction de nombreux foyers devait, à cette époque, régler le problème du logement des travailleurs immigrés entassés dans des hôtels insalubres. Du fait de leur origine commune, la majorité des résidents du foyer des Arbustes ont rapidement constitué un groupe soudé composé de deux communautés principales, les Maghrébins et les Africains de l'Ouest (Mali, Sénégal, Gambie, Mauritanie).

LA RAPIDITE DE LA JUSTICE

Le 4, mai 1983, un incendie provoque des dégâts importants. Il faut une grève des loyers pendant l'été 1983 et plus de deux ans d'attente avant que commencent les travaux de réparation.

En août 1985, le BAS augmente les loyers jusqu'à 140% avec l'instauration de l'aide personnalisée au logement (APL). Les rési-

dents entament alors une suite d'instances interminables devant les tribunaux. En dix ans de procédure, l'affaire n'a toujours pas été jugée sur le fond... seule la compétence entre tribunaux administratifs et judiciaires a été tranchée au profit des premiers.

En 1990, le BAS commence des travaux de remise en état du premier étage, obtenant le départ des occupants contre une promesse de réintégration dans les lieux. En 1991, le BAS entreprend la rénovation du deuxième dans les mêmes conditions. Le 26 juillet 1994, lors d'une réunion avec les délégués du foyer, le BAS demande que le troisième étage soit libéré. Les délégués souhaitent en échange que les résidents soient relogés dans les deux premiers étages.

IMMIGRES CONTRE RMISTES

Ces travailleurs, dont certains vivent là depuis plus d'une décennie, forment une communauté très unie et ne peuvent accepter d'être dispersés dans des centres aux quatre coins de la banlieue. Tous ont un travail régulier et sont solvables, beaucoup sont d'ailleurs employés de la Ville de Paris. Le BAS a refusé en indiquant que ces chambres étaient dorénavant réservées au logement des SDF.

Une réunion de «concertation» s'est tenue le 25 janvier entre les représentants de l'administration et les délégués des locataires. Y participait notamment le directeur des EATM (établissements d'aide aux travailleurs migrants). Elle fut sans objet car les bureaucrates présents étaient sans pouvoir réel de décision. Ils étaient venus uni-

quement pour faire appliquer les directives de la Mairie de Paris. Celle-ci a-t-elle été touchée soudainement par la grâce et mue par un élan irrésistible de philanthropie, puisqu'elle a décidé d'assigner à ce foyer enfin rénové une noble et charitable tâche: l'accueil de nuit aux SDF d'une part et d'autre part la création de «studios passerelles pour les RMistes en attente d'un logement»? Ou bien a-t-elle voulu mettre en pratique les propositions du Front National, le remplacement dans les foyers de tous les locataires étrangers par des Français se trouvant à la rue. Cependant, les résidents ayant réclamé depuis longtemps une rénovation en raison de la vétusté de l'endroit, les travaux ont été en partie financés, à cet effet, par une augmentation substantielle de leurs loyers.

Aucune communication n'est possible pour eux avec les nouveaux arrivants. Les accès sont cadenassés. Un véritable rideau de fer s'est abattu entre les deux groupes.

A une interpellation des élus de l'opposition (PC et PS) sur le sort réservé aux travailleurs immigrés de la rue des Arbustes, Jacquot le bon Samaritain a fait cette réponse ubuesque: «Pour être logés dans le foyer, ils n'ont qu'à devenir RMistes».

Un comité de soutien comprenant les associations ASTI, Comité des sans-logis, DAL, MRAP, LDH, ainsi que les Verts, PC, PS a été créé et suit avec vigilance le cours des événements. Un tract a été distribué fin février.

Bruno Negroni et Jacques Blot

UN AVENIR PLOMBE

L'HOTEL meublé du 29bis rue de Gergovie ressemble à un taudis. Chez plusieurs enfants, des cas de plombémie (empoisonnement du sang par le plomb, menant au saturnisme) ont été pleinement établis (voir La Page n° 21 et 23). Ce que les locataires réclament, soutenus en cela par l'association Droit au Logement, le MRAP 14, les Verts, le PCF 14, le PS 14 et l'Alternative libertaire, c'est le droit à un logement décent. Il aura fallu attendre le 3 mars 1995 pour que l'insalubrité soit plaidée et que la 16e chambre de la Cour d'Appel examine la demande de relogement. Mais rien n'y fait, la situation reste inchangée et les locataires sont invités à se laisser mourir de saturnisme.



LA PAGE est éditée par l'association L'Equip'Page BP 53, Paris cedex 14. Directrice de publication: Béatrice Hammer. Tél (répondeur): 45.41.75.80. Commission paritaire n°71 081. ISSN n°0998 2728. Impression: Rotographie, Montreuil.

PAYS FRERES Algérie

JE SUIS VEUVE et habite le 14ème depuis plus de trente ans. Mon mari était de nationalité algérienne. Jusqu'à présent, les membres de notre famille, pour nous rendre visite, n'avaient besoin que d'une déclaration, sur papier libre, par laquelle nous nous engageons à les héberger. Et tout se passait très bien. Mais, depuis le début de l'année, alors qu'ils n'ont jamais eu autant besoin d'un signe de réconfort, les Algériens n'ont plus de lien privilégié avec nous. C'est ainsi qu'en ont décidé les autorités. Pour recevoir mes neveux et nièces, je dois dorénavant montrer que j'existe (je dois montrer

ma carte d'identité) et que j'habite bien chez moi: je dois leur montrer les originaux et leur laisser photocopie du bail de location, de la dernière quittance de loyer, ainsi que de la dernière quittance d'EDF-GDF ou de téléphone. On me réclame également un timbre fiscal de 100 F; somme qui ne me sera pas rendue, même si la demande est rejetée. Cela n'a l'air de rien, mais cette nouvelle procédure ne peut que renforcer le sentiment d'abandon sinon de rejet dont souffrent ceux qui, comme les membres de ma famille, ont toujours vu dans la France un pays frère.

Jeanne

La fête

J'AI RENDEZ-VOUS AVEC La Page

Le 21 mai, La Page, associée aux parents d'élèves du collège Giacometti, vous invite à faire la fête, ou, si vous préférez, la «teuf» (argot mode), «le raout» (argot ringard).

Pour sortir de la morosité hivernale (et électorale).

Pour rencontrer les associations qui, dans notre quartier, se passionnent pour ce qui vous tient à cœur, offrent leur aide et leur expérience, leurs idées, leurs projets dans les domaines les plus divers...

Pour chiner, vider son grenier, fouiner, déballer, fureter... compléter ou débiter une collection de fers à friser ou de boîtes à camembert, de théières ou de numéros de La Page...

Pour guincher autour de l'accordéoniste, se trémousser, se balancer, pour suivre la fanfare une gaufre à la main et la chantilly sur la veste...

Pour tout cela et surtout pour se rencontrer, il faudra se balader le dimanche 21 mai entre 13 et 19 heures rue Vercingétorix (partie piétonne).

Si vous souhaitez participer à la fête en tant qu'association, artiste ou brocanteur, si vous avez une suggestion, une idée, un trait de génie, n'hésitez pas à nous écrire, cette fête est la vôtre.

Pour l'Equip'Page, Amélie Dutrey
13 rue Pernety, 75014.

LA POSTE EN GREVE

Facteur d'emploi

DU 6 au 11 février, la distribution du courrier et le service des guichets des principaux bureaux de poste de l'arrondissement (Paris 14 Bachelard et ses quatre annexes: Porte de Vanves, Porte d'Orléans, Cité universitaire et Paris-Montsouris) ont été très perturbés. La grève a été diversement suivie selon les services: cinq jours aux guichets et trois jours au cedex (courrier des entreprises). Les grévistes s'opposaient à la volonté de réduire, une fois de plus, les effectifs. Il faut savoir en effet que pour cette année, l'objectif national est de diminuer les effectifs de La Poste de 6100 emplois, sur un total de 330000. Et ce, après une diminution de 5000 l'an dernier. Selon les directives du Livre Vert sur l'Europe, on envisage de supprimer encore, d'ici 2005, entre 100000 et 150000 emplois à La Poste. Par ailleurs, pour compenser ces diminutions d'effectifs, la direction envisage des aménagements d'horaires, présentés sans négociation.

Dans un souci d'objectivité, La Page a contacté la direction. Les arguments avan-

cés par cette dernière sont, bien sûr, formulés sur un autre registre: c'est pour mieux servir la clientèle, pour la servir sur un plus grand nombre de guichets que ces aménagements d'horaires sont envisagés. Quant aux réductions d'effectifs, il faudrait, toujours selon la direction, plutôt parler d'un plus juste redéploiement, avec non renouvellement des départs «naturels» (retraite, mutations).

POUR UN NOUVEAU SERVICE PUBLIC ?

Bref, la situation est très tendue dans les services de La Poste et ce n'est pas son enthousiasme publicitaire qui y changera grand chose. Pour le 14e, 23 emplois ont été supprimés l'an dernier. Pour 1995, la direction prévoyait d'en supprimer 9,5 autres; la grève aura permis de limiter ce chiffre à 7,5. Ajoutons que ces réductions se font à charge de travail croissante, puisque, pour ne prendre que l'exemple du courrier aux entreprises, 200 points de distribution ont été créés en 1994-1995. «Moins de postiers, ce sont des temps d'attente plus long aux guichets», rappellent les représentants du personnel. «Ce sont des tournées plus chargées, c'est des activités nouvelles (comme le conseil financier) qui s'effectuent au détriment des autres tâches».

Pour se faire une idée de ce que pourrait être la poste du futur, il suffit de songer à la diminution du nombre de bureaux: en quelques années, ils sont passés de 18500 à 17000, nous confie un responsable syndical. Alors que les pouvoirs publics affirment leur volonté de réduire le chômage, ils n'en finissent pas de prendre des mesures contraires.

Jean-Luc Metzger



Carrefour pollué

TRISTE RECORD

C'EST maintenant avéré, la place Victor-et-Hélène-Basch est la plus polluée de Paris: les analyseurs de l'organisme Airparif ont mesuré, en moyenne annuelle, une teneur de 80 microgrammes de dioxyde d'azote par mètre cube d'air, contre 71 sur les Champs-Élysées et 67 rue de Dantzig. Par ailleurs, l'étude de l'Observatoire régional de la santé, rendue publique en septembre dernier, a montré que la pollution pouvait tuer ou, pour le moins, gravement nuire à la santé de tous. Les mesures prises par le maire et le préfet consistent à demander aux plus fragiles de rester chez eux quand

le taux de pollution dépasse un seuil (seuil au demeurant bien supérieur à celui admis à l'échelle internationale). Autant dire qu'ils nous encouragent à crever à petites doses chez nous, pour laisser rouler les bagnoles. Madame Graignic, une riveraine de l'axe rouge Général-Leclerc, a porté plainte contre X. «pour mise en danger de la personne humaine». Manière somme toute bien courageuse de faire prendre conscience aux édiles de leurs responsabilités. Il est en effet de leur autorité d'inverser le privilège accordé à la circulation automobile. Mais quelques centaines de vies humaines valent-elles qu'on «arrête le progrès»?

Carrefour meurtrier

LE CARREFOUR Alésia-Tombe-Issoire a déjà fait parlé de lui (La Page n° 13, 15 et 16). Suite à un accident mortel survenu le dimanche 5 février dernier face au tabac «Le Rallye» et après de nombreux accrochages de voitures dont on été victimes des piétons (août 1994 et janvier 1995), un collectif d'associations appelle à une réunion publique pour un nouvel aménagement du

carrefour. Pour convaincre les pouvoirs publics, ils font signer une pétition, disponible chez les commerçants du quartier. Les associations signataires sont les fédérations de parents d'élèves (PEEP et FCPE), des usagers des transports (AUT), et de riverains (Adérasa, Adqm, Adra, Adepam)

J.L.M.

BOBINO, AVRIL 1975

La dernière revue de Joséphine Baker

C'est en avril qu'il y a vingt ans mourut à Paris Joséphine Baker. La grande artiste de music-hall noire-américaine, qui importa le charleston en Europe et devint la star des Folies-Bergère et du Casino de Paris, s'est en effet éteinte au cours d'une rétrospective de sa vie et de sa carrière, au théâtre de Bobino à Montparnasse.

Sa vie s'est partagée entre la scène où elle fit une carrière internationale, ses activités en faveur des droits civils des Noirs et des peuples de couleur, ainsi que sa famille dans un château du sud-ouest de la France (avec ses enfants adoptés). Le général de Gaulle la décora pour services rendus en temps de guerre comme agent de renseignements au sein de la Résistance.



L'inoubliable Joséphine sur scène.

John Kirby Abraham s'est entretenu plusieurs fois avec Joséphine durant la dernière année de sa vie et fut témoin de ses derniers jours. Voici, à l'occasion du 20^e anniversaire de sa disparition, quelques souvenirs, extraits d'une biographie que J. K. Abraham a consacrée à l'artiste que Colette appelait «la plus parisienne des panthères», et qui paraîtra prochainement à Londres.

«C'est le 24 mars 1975 que la revue «Josephine» fut présentée en avant-première à Bobino devant un parterre de spectateurs invités par France-Soir. Jean-Claude Dauzonne, directeur du théâtre et son équipe, attendaient, dubitatifs, leurs réactions au retour empreint de nostalgie de Joséphine. Remplir le théâtre d'invités était chose aisée, mais le simple public mettrait-il la main à la poche pour voir une star guettée par l'âge rejouer ses succès du passé dans un petit théâtre de la rive gauche?

En peu de jours la rumeur se répandit qu'un évènement unique se déroulerait à Montparnasse. Avec le retour de la confiance, des adaptations mineures furent apportées aux chants et aux sketches; critiques et journalistes furent conviés à voir le spectacle avant l'ouverture. Les places furent vendues des semaines à l'avance. Les commentaires étaient enthousiastes. La

presse célébra les louanges de Joséphine et de Bobino, rendant hommage à la courageuse initiative qui lui avait permis de monter une revue si fastueuse. Le nom de Joséphine, en immenses lettres lumineuses, s'affichait sur la façade du théâtre. La petite rue de la Gaîté trépidait d'impatience.

LA MORT DE JOSEPHINE : «UN CREPUSCULE MAGNIFIQUE»

Le gala d'ouverture débuta le 8 avril, dans une atmosphère d'intense excitation. Le Tout-Paris convergea sur ce petit théâtre de quartier. Lecture fut donnée, sur scène, d'un télégramme de félicitation envoyé par le président de la République et lorsque Joséphine fit son entrée, l'ovation fut sans fin.

Le spectacle comportait dix sketches et trente quatre chants qui, après une brève évocation de son héritage africain, retraçaient le long voyage qui fut le sien, de St. Louis, Etats-Unis, à Paris d'où sa célébrité s'étendit sur quatre continents. Ils s'achevaient sur son ralliement à la Résistance, alors que la guerre balayait l'Europe. L'apparition d'une enfant noire pour laquelle Joséphine chantait non «Sonny boy» mais «Sonny girl» respectait la tradition du vaudeville américain.

Pour les spectateurs de Bobino, français ou étrangers, redécouvrir la star de leur jeunesse, restée apparemment la même, en forme et aérienne, comme si le temps avait cessé d'exister, fut un enchantement. Par miracle, Joséphine avait gardé le poids, l'allure et les jambes merveilleuses de ses dix-neuf ans. Les plus âgés, surtout, étaient touchés de voir une artiste, de soixante-dix ans bientôt, mener, en soirée, un spectacle de variétés avec tant de classe et d'élégance. Pour les plus jeunes, ce fut une révélation et une leçon sur le music-hall donnée par une aînée. L'histoire de Joséphine comprenait tous les ingrédients d'une aventure populaire et nostalgique.

Le succès de «Josephine», assurant, semblait-il, la saison à Montparnasse, des représentations furent prévues à Londres et New York. Alors que se succédaient les réunions avec ses agents et conseillers, peu nombreux étaient ceux qui, dans son entourage immédiat, doutèrent qu'une star de soixante-dix ans pourrait supporter l'écrasante fatigue de tournées à l'étranger. Le retour triomphal de Joséphine à Paris coïncidait avec Pâques et un air de vacances flottait sur Paris. Avec en final un récital de chants latino-américains et «Paris-Paname», toutes les soirées du Bobino s'achevaient sur des applaudissements prolongés pour Joséphine et la compagnie. Parmi le public, de nombreuses célébrités voulaient la féliciter personnellement mais l'exiguïté des lieux empêchait d'accéder aux loges. Dehors, rue de la Gaîté, la foule attendait que Joséphine sorte pour prendre un dîner de moules ou de spaghettis avec des amis de la troupe.

La fin, quand elle survint, fut rapide sans être vraiment inattendue. Au lendemain d'une réception de trois cents personnes,

tous pensèrent que Joséphine s'offrirait la grasse matinée. Un rendez-vous manqué avec un journaliste fit découvrir qu'elle avait été victime d'une crise cardiaque. Dans sa chambre, les journaux qu'elle avait parcourus quelques heures auparavant, gisaient épars autour d'elle. Elle fut transportée d'urgence dans le coma à l'hôpital de la Salpêtrière.

Joséphine mourut le samedi 12 avril, en fin d'après-midi. Sa soeur Margarete revêtit son corps de la robe de mousseline blanche qu'elle avait portée lors du gala d'ouverture.

La nouvelle de son décès fit le tour du monde. Reprenant d'anciennes chroniques théâtrales, des éditeurs tentèrent de rappeler les souvenirs d'une vie qui semblait d'un autre âge. Critiques et commentateurs évoquèrent sa carrière sur les planches, ses actions contre le racisme et la mission humanitaire qu'elle s'était donnée en protégeant des orphelins de toute race et de toute religion. Plus légendes et anecdotes émergeaient de l'oubli et plus revivait l'image d'une Joséphine, artiste de music-hall des années trente, parée de plumes et de sequins, les bras grands ouverts, figée à jamais dans une attitude d'universel accueil jusqu'au dernier baisser de rideau et l'extinction des projecteurs. Le reste ne fut plus que souvenirs peu à peu effacés et l'écho de son chant préféré, «J'ai deux amours».

LES FUNERAILLES

Des funérailles nationales furent célébrées en son honneur dans l'immense église de la Madeleine. Par un matin gris et humide, ils furent des milliers, le jour de la cérémonie, à se rassembler rue Royale pour rendre un ultime hommage à celle qui avait été autrefois reine de la cité. En quittant Montparnasse, le cortège s'arrêta brièvement rue de la Gaîté et, reprenant vie, le théâtre s'illumina pour saluer sa dernière grande star; puis, le défilé gagna la rive droite. Dans l'église où étaient tendus les drapeaux de deux nations, des représentants du gouvernement, de l'armée et de la Résistance se mêlaient à une foule innombrable de célébrités du monde du spectacle et d'admirateurs anonymes.

Recouvert du drapeau tricolore, le cercueil d'acajou disparaissait sous les couronnes envoyées par le président de la République et Bobino et sous une immense croix de roses et de lilas qui portait l'inscription «Papa et les enfants». Reposaient



aussi, sur un coussin bleu, ses médailles militaires avec une étoile de David de fleurs. Jo Bouillon, dont elle était séparée, et trois de leurs enfants adoptés rejoignirent d'autres membres de la famille lorsque la musique du Requiem de Mozart marqua le début de la cérémonie.

Canon Thoren, le prêtre officiant, rappela aux fidèles : «Le Christ est mort aussi pauvre qu'un esclave et Joséphine a été fille d'esclaves... Quelle aventure extraordinaire que la sienne, continuait-il, qui la vit dans le Missouri débiter dans la misère puis poursuivre une carrière étincelante, prestigieuse.» Un moment de silence accueillit les premières mesures de «Sonny boy» suivi de la mélodie «J'ai deux amours» à jamais associés à sa vie et sa carrière. Si Joséphine n'avait jamais caché son affection pour la France, elle avait exprimé le désir d'être inhumée à Monaco, sa dernière terre d'asile. Une bénédiction était prévue dans l'église St. Charles, à Monte-Carlo. Elle devait être ensuite enterrée dans le cimetière le plus proche. Dans la mort même, Joséphine ne devait toutefois pas connaître le repos.

Le lendemain soir des funérailles, les

restes de Joséphine furent transportés à Monaco alors que, dans tout Paris, des gerbes de fleurs étaient déposées sur les monuments érigés en mémoire des deux guerres mondiales et des Juifs déportés. Son corps fut provisoirement admis dans la chapelle Athanée, à Monte-Carlo. Des semaines passèrent, le cercueil de Joséphine resta, seul, dans cette chapelle fermée au public.

Le Cimetière St. Charles ne comportait que 2500 places. Pour ouvrir la porte qui conduisait à un dernier sommeil, les frais étaient élevés. Joséphine devait attendre son tour. La presse demanda fort à propos où étaient ceux qui avaient proclamé si haut leur fidélité à l'artiste, de son vivant. La femme qui avait été réclamée à grands cris au soir de sa vie devenait un fardeau encombrant pour ceux-là mêmes qui l'avaient courtisée.

Ce ne fut que six mois après sa mort que la bénédiction eut lieu, en octobre. La pierre tombale de granit noir, don de la princesse Grâce de Monaco, porte ces simples mots «Joséphine Baker -1906-1975».

John Kirby Abraham. Traduit par Justine

Jadis et aujourd'hui

LA RUE DE LA GAITE

LA RUE de la Gaîté a toujours souffert de son nom et de son succès. Baptisée «la rue de la joie» lorsque elle n'était qu'un chemin de terre en 1730, elle a toujours attiré ceux et celles qui recherchaient les «plaisirs». Au fil des années, guinguettes, bals, cabarets et restaurants lui donnaient l'aspect et la réputation d'une kermesse perpétuelle.

Le premier théâtre construit rue de la Gaîté fut en 1819 le théâtre Montparnasse-Montrouge. Il était consacré aux mélodrames. En 1886, cette salle fut entièrement reconstruite. De nos jours, elle existe toujours ainsi que cinq autres salles de spectacle.

En face, près du bal des Mille Colonnes (aujourd'hui le forum du Val de Loire), face au théâtre Montparnasse, le sieur Jamin ouvrit en 1868 la Gaîté Montparnasse, qui jusqu'à la guerre de 1939 fut un

brillant «caf' conc'. Jacques-Charles, directeur de théâtre célèbre, se rappelle dans ses mémoires la rue de la Gaîté bordée d'arbres, qui présentait ainsi un aspect tout à fait champêtre. Le dimanche on se serait cru à Nogent ou à La Grenouillère, l'eau en moins et les canotiers remplacés par des ménages de braves ouvriers venus, comme il est dit dans la chanson, «y prendre du bon temps après le turbin de la semaine».

Après 1945, un esprit de lucre a chassé le laisser-faire consacré au divertissement. Avec la reconstruction de la gare Montparnasse et l'implantation de la Tour, la rue de la Gaîté a changé de caractère. Pour que la rue survive, il fallait assurer une certaine rentabilité. Le profit a pris le des-



sus sur les «plaisirs» La victime la plus récente de cette évolution a été le vieux théâtre Bobino (ce nom lui venait d'un clown célèbre) où Joséphine Baker s'est produite pour la dernière fois en 1975. L'ancien Bobino est devenu un hôtel trois étoiles flanqué d'une salle servant bien plus à des enregistrements de télévision qu'à des spectacles vivants. Dans la rue, il y a maintenant deux fois plus de «cabines-vidéo» aux lumières bleu néon que de salles de spectacle dans la «rue de la Joie».

J.K.A. et E.J.

CHRISTOPHE MALAVOY

Il m'est arrivé de croiser Christophe Malavoy dans les rues du 14ème, par exemple ramenant ses enfants de l'école: il est attaché à son quartier et conscient des dangers qui le menacent, de manière directe ou indirecte. Il a bien voulu me recevoir pour en parler. Nous avons aussi discuté de la façon dont il conçoit son métier aujourd'hui.

A.B.: Depuis combien de temps habitez-vous le 14ème et pourquoi avoir choisi ce quartier?

C.M.: J'habite depuis six ans le quartier de Montsouris. Je l'ai choisi pour sa qualité de vie, ses espaces verts, sa tranquillité et sa relativement faible densité. On peut poser son regard sur des choses harmonieuses et, avec la présence des enfants, la proximité d'un parc avec des essences rares apporte une qualité de vie essentielle et une certaine sérénité dans une ville qui en manque.

A.B.: Des projets d'urbanisme menacent aujourd'hui cet environnement. Comment percevez-vous l'évolution du quartier?

C.M.: Je la perçois avec une grande inquiétude. Quand on pense à certains quartiers sacrifiés et aux erreurs faites déjà depuis les années 70, on comprend mal le projet de la ZAC Montsouris. Il est effectivement synonyme de surdensification, avec la création de 1000 logements, autrement dit 4000 personnes, sans une véritable étude d'impact sur l'environnement.

Comme bien souvent en matière d'urbanisme, on fait les choses à l'envers: au lieu d'étudier le nombre de personnes que peut accueillir ce quartier, on décide sous une forme de diktat de créer 1000 logements. Bien sûr, je ne suis pas contre la création de logements sociaux, aujourd'hui nécessaires, mais il faut trouver un équilibre et protéger ce qui peut encore l'être.

Et les bureaux! Quand on sait qu'aujourd'hui, il y a déjà à Paris, je crois, un million et demi de m² de bureaux inoccupés, c'est une absurdité de plus. On en a assez: pourquoi ne pas créer des lieux de rencontre ou des espaces culturels? On sait bien dans quel esprit on aménage le territoire, en se moquant finalement de l'environnement. On sait bien qu'à Paris, dès qu'un promoteur commence à opérer, les espaces verts se trouvent réduits à de petites bandes de gazon, très vite recouvertes. C'est un mépris pour toute la population qui paie, à chaque fois, les pots cassés, en termes économiques et en qualité de vie. Ces gens-là favorisent aussi la délinquance, par la concentration à outrance, sans esprit de concertation. Ils sèment donc aussi les problèmes sociaux des années à venir.

Il est très décevant de savoir que l'on aménage Paris, encore une des plus belles villes du monde, de cette sorte. S'il s'agit de faire ressembler le quatorzième au treizième, reconstruit avec toutes ces tours complètement déshumanisées, il faut mettre un terme à cette politique

HOMME DE THEATRE, HOMME DE CINEMA.

A.B.: Pour en venir à Christophe Malavoy l'acteur, qu'estimez-vous avoir accompli de plus important aujourd'hui?

C.M.: Je garde de très bons souvenirs de toutes mes expériences au cinéma, particulièrement celle en Guyane qui relate la vie de Jean Galmot, ce Lawrence d'Arabie français. La Guyane m'a ouvert les yeux sur un monde merveilleux et hallucinant, sur les mystères de la création. Cela m'a fait écrire un livre il y a trois ans. «L'affaire Seznec», réalisée par Yves Boisset, m'a également marqué puisqu'il s'agit de l'une des plus grandes erreurs judiciaires de ce siècle.

Et puis le théâtre depuis deux ans où j'ai enchaîné deux pièces qui ont été deux succès. J'aurais donc du mal à me plaindre car je peux choisir de faire ce qui me plaît, m'y investir en restant en harmonie. Dans ce métier, il faut savoir refuser, même des cachets importants et choisir justement des choses qui vous font avancer sur le plan artistique, et qui en même temps finalement vous rapprochent du public, et le rendent fidèle. Par respect pour soi-même et par respect pour le public, il y a donc des choses que l'on ne doit pas accepter.

UNE ANNEE BIEN REMPLIE

A.B.: Vos projets actuels sont plutôt dans le théâtre ou dans le cinéma?

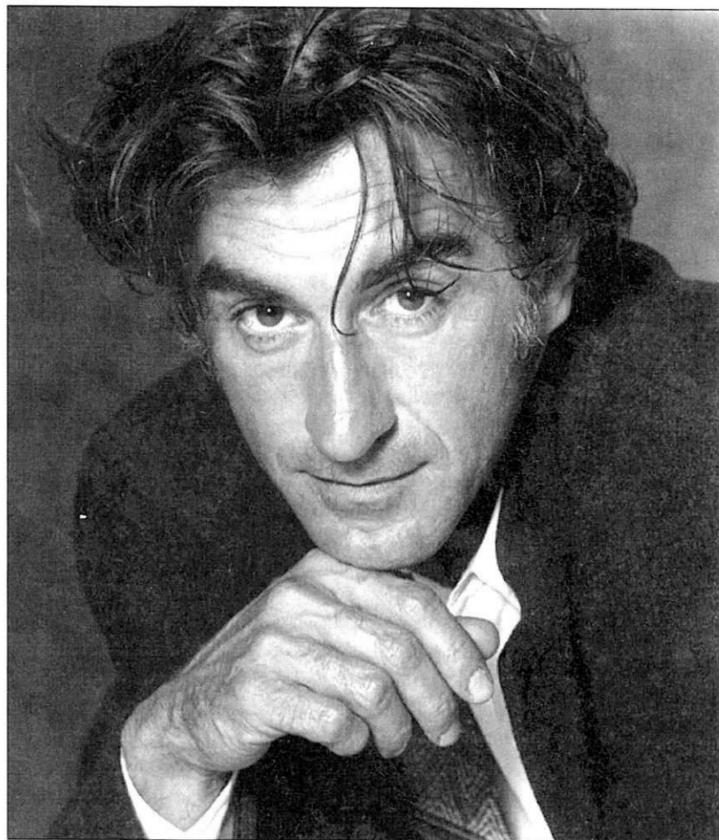
C.M.: Pour le moment, c'est retrouver Yves Boisset pour un film que l'on tournerait au Canada au printemps prochain, adapté du livre de Constantin Meyer, «Un homme se penche sur son passé». C'est une très belle histoire sur les débuts du siècle au Canada, la conquête de l'Ouest: un western magnifique, une grande épopée.

Ensuite, j'ai l'intention de réaliser et de porter à l'écran la pièce de Montherlant, «La ville dont le Prince est un enfant», de jouer et de réaliser moi-même. Cette année est donc déjà bien remplie.

A.B.: Bien remplie pour le centenaire du cinéma...

C.M.: Oui, et la fin de la tournée de «La ville dont le Prince est un enfant», dans toute la France jusqu'en février, spectacle qui m'aura fait dépenser beaucoup d'énergie et apporté beaucoup de joie. Le plus important pour moi, à l'heure actuelle, est le théâtre. Il présente l'avantage du contact avec le public, surtout que le cinéma n'offre pas actuellement de choses très palpitantes. Pour un texte dit «difficile», les salles sont pleines, et c'est bien de défendre cet auteur qui a toujours souffert de nombreux malentendus. C'est profondément un homme de théâtre qui a écrit des choses admirables.

Le théâtre est aussi aujourd'hui un risque, alors que l'on a tendance à aller vers la facilité. Mais proposer un texte un peu plus élaboré apporte beaucoup de satisfaction quand on voit que les gens adhèrent. Personnellement, j'y croyais beaucoup, mais parfois l'on se sent un peu seul. Et puis finalement, l'espoir que la langue française n'est pas morte et que les jeunes d'aujourd'hui ont le plaisir de la découvrir, de l'admirer, de l'aimer. A chaque fois, comme c'était le cas avec Cyrano, avec le panache de l'écriture de Rostand. Les gens y sont sensibles et cela fait du bien quand on essaie de comprendre certaines valeurs actuelles. Nous vivons une époque où la vie publique nous offre l'image d'un pouvoir corrompu, où chacun agit pour son compte. Tout cela est misérable: on s'aperçoit qu'on a été bernés, dupés. Ces fausses factures, ces financements occultes des partis, encore une fois sur le dos des contribuables...
En tant qu'acteur, j'essaie de proposer



Christophe Malavoy, né en 1952.

C'est à Deville que Malavoy doit sa carrière. Il impose peu à peu l'image d'un jeune premier fragile mais qui sait se maîtriser et ne pas se laisser dominer (Pétil en la demeure).

Un César en 1982, comme meilleur espoir.

aux gens des choses qui leur «relèvent l'âme», leur permettent de retrouver une certaine dignité, un certain courage, de la disponibilité et de l'enthousiasme pour faire des choses positives et retrouver certaines valeurs: la loyauté, l'honnêteté, l'authenticité, la générosité...

LES SECTES:

«CANCER DE LA SOCIÉTÉ»

A.B.: Ma dernière question portera sur un thème très sensible: les sectes, notamment parce qu'il existe dans le quatorzième une secte très active et dangereuse, «La Nouvelle Acropole». Comment réagissez-vous par rapport à ce phénomène?

C.M.: Je les associe à une sorte de cancer de la société. Je me méfie beaucoup de «la parole de Dieu» et de tous ceux qui, sous couvert de cette parole et d'une croyance,

dirigent ces sectes, profitent et dupent des gens peu armés intellectuellement ou dans la vie. C'est un grave danger dont il faut beaucoup parler parce que l'emprise de ces gens-là est très forte et très dangereuse. C'est aussi une question d'argent: sous le label de la croyance, de la sérénité ou de la découverte de Dieu... A travers des images divines ou célestes, se profile l'appât du gain, encore une arnaque.

Croire est une chose, prendre le pouvoir avec la religion est inacceptable. Ceux qui

en ont eu l'expérience doivent servir de garde-fou: ils sont les mieux placés pour en parler. Je crois qu'il faut appeler les gens à regarder autour d'eux et à comprendre que le monde est une perpétuelle répétition: les sectes réapparaissent, le fascisme réapparaît et les gens se laissent prendre indéfiniment. C'est à croire que l'être humain est bizarrement fait pour oublier si vite les dangers qui le menacent...

Je respecte la croyance, mais l'Eglise m'ennuie car elle ne se remet pas en question, elle n'avance pas et ne vit pas son époque. Heureusement, des gens comme l'Abbé Pierre ou Mère Teresa essaient de réveiller tout le monde, pour dire que la foi est aussi un combat qui se passe dans la rue, pas uniquement à l'Eglise avec tout ce qu'elle représente comme inertie. L'Eglise a, aujourd'hui, des problèmes avec les organisations humanitaires, dans lesquelles les gens préfèrent s'engager avec l'impression de véritablement servir à quelque chose. Malgré l'éloignement, ces actions permettent de vivre une véritable générosité et quelque chose qui nous rapproche de l'humain.

Je préfère l'action et ceux qui prient dans l'action. Au théâtre, je joue le rôle d'un prêtre qui commet des choses impardonnables et, en même temps, à qui l'on finit par pardonner. Lui-même ne croit pas en Dieu: c'est un être révolté qui remet en cause la morale chrétienne et le passage obligatoire de la générosité par le sacrifice. On peut être généreux sans forcément se sacrifier... C'est quelqu'un qui croit en l'être humain, pas en Dieu, et je me sens assez proche de cet homme là...

A la fin de notre entretien, j'ai perçu chez Christophe Malavoy l'authenticité de ceux qui, dans une position privilégiée, peuvent engager leur activité -en l'occurrence celle d'acteur- dans le sens de la sauvegarde des valeurs d'une société en crise et en danger.

(Interview réalisée le 12 janvier 1995)

Agnès Bayatti

COURRIER

Le temps passe

J'AURAIS DU, certes, vous contacter... mais le temps passe si vite et j'ai fait preuve d'une certaine paresse épistolaire. Je lis avec intérêt les articles publiés dans les colonnes de La Page. Je me réjouis de constater que votre publication (qui est un peu mienne par tout ce qu'elle évoque concernant un cadre qui me reste très familier) contribue à démythifier et démystifier ces entreprises criminelles que sont les sectes. A une époque où règne un très grand désarroi, il faut alerter au maximum le public, qui est susceptible d'être victime de la malfaisance de ces organisations aliénantes et malfaisantes que sont les sectes. En proie aux difficultés, à la recherche d'une solidarité et de chaleur humaine, de braves gens très désorientés s'exposent à être pris dans la toile des maîtres des sectes. Il est bon et sain que vous donniez l'alerte.

Naturellement, il y a bien d'autres thèmes plein d'intérêt que vous abordez, celui notamment des SDF chassés de locaux

murés pour un temps assez long. Il est clair que Paris semble devoir être la chasse gardée d'une certaine catégorie sociale, celle des gens qui ont les moyens de déboursier beaucoup d'argent. La campagne électorale éveille avec beaucoup de retard l'intérêt de certains politiciens, de ceux qui «gouvernent» la ville de Paris, pour les démunis et les pauvres. Il est cependant clair que tout a été entrepris pour «expédier vers l'extérieur» les gens «à problèmes». Vous avez le courage de le dire et d'argumenter en faveur de ceux qui semblent intéresser si peu de monde (surtout durant les périodes non électorales).

Je trouve positive votre action en faveur des sites susceptibles d'être dénaturés par esprit de lucre. Votre intérêt pour les artistes (et les artisans), pour tous ceux qui enrichissent notre patrimoine culturel, est digne d'éloges. Les questions évoquées dans une publication à tirage restreint consacrée au 14e arrondissement se posent

à l'échelon national. (...) Je vous remercie d'avoir publié le petit «topo» que je vous ai adressé à propos des combats de la Libération dans le 14e arrondissement (...) Ce qu'il y a de plus important dans une commémoration, ce n'est pas le spectacle ou l'auto-admiration de certains participants, mais le souvenir de ceux qui ont partagé le même combat et les mêmes espoirs contre l'hitlérisme, sans avoir la joie de pouvoir participer à la liesse de la liberté regagnée avec leur participation. C'est la gratitude à l'égard de ceux qui se sont sacrifiés avec désintéressement et enthousiasme durant la nuit de l'Occupation qu'il faut savoir exprimer. Le message de la Résistance c'est à partir de leur exemple qu'on peut l'évoquer... Savoir ce qu'il est advenu des espoirs des résistants au nazisme conduirait à de larges développements empreints de pessimisme. Très cordialement vôtre.

Didier Saint Maxen

OU TROUVER LA PAGE

La Page est en vente à la criée sur les marchés du quatorzième arrondissement (Alésia, Daguerre, Edgar-Quinet, Villemain, Brune...) et dans les boutiques suivantes.

- **Librairie L'HERBE ROUGE:**
1, rue d'Alésia
- **LIBRAIRIE ALPHONSE-DAUDET:**
73, rue d'Alésia
- **LIBRAIRIE DES ECOLES:**
179, rue d'Alésia
- **BOUQUINERIE ALESIA:**
17, rue Alphonse-Daudet
- **Librairie LA PLUME ET L'ENCRIER:**
6, rue Henri-Barboux
- **Librairie L'ARBRE A LETTRES:**
14, rue Boulard
- **Librairie ALIAS:** 21, rue Boulard
- **Librairie:** 1, rue Boyer-Barret
- **LE DOMAINE DES DIEUX:**
33, rue Brézina
- **Kiosque GOUSSOT:**
77, boulevard Brune
- **ART-TABAC:**
2, place de Catalogne
- **LES COUSINS D'ALICE:**
36, rue Daguerre
- **Brocante DAGUERRE ET PAIX:**
61, rue Daguerre
- **Boulangerie LE MOULIN DE LA VIERGE:** 82, rue Daguerre
- **Kiosque:** place Denfert
- **Librairie:** 94, avenue Denfert-Rochereau
- **Librairie LE GRIMOIRE:**
27, rue Didot
- **Librairie LES CYCLADES:**
53, rue Didot
- **Librairie L'OISEAU-LIVRE:**
63, rue Didot
- **Librairie PELATAN:** 97, rue Didot
- **Kiosque:** B¹ Edgar-Quinet
- **Librairie ATMOSPHERE:**
7, rue Francis-de-Pressensé
- **Librairie:** 27, rue Gassendi
- **Kiosque:** 71, avenue du Général-Leclerc
- **Librairie MAG PRESSE:**
93, avenue du Général-Leclerc
- **Kiosque:** 79, avenue du Maine
- **LES QUAT'ZARTS:**
157, avenue du Maine
- **Cave GILBERT GAYARD:**
197, avenue du Maine
- **Librairie ENR:** 12, av. Jean-Moulin
- **Librairie PINGOT:**
68, avenue Jean-Moulin
- **LIBRAIRIE DUVERNET:**
21, rue Mouton-Duvernét
- **LIBRAIRIE S3:** 20, rue de l'Ouest
- **LIBRAIRIE DU PERE-CORENTIN:**
57, rue du Père-Corentin
- **Librairie PRESENCE DU TEMPS:** 27, rue des Plantes
- **Kiosque:** métro Pernety
- **Librairie POISSON:**
3, place de la Porte-de-Vanves
- **Librairie:** 48, rue R.-Lossierand
- **Librairie:** 159, rue R.-Lossierand
- **Librairie LE MARQUE-PAGE:**
195 bis, rue Raymond-Losserand
- **Librairie:** 2, avenue Reille
- **Librairie GILBERT PRIOLET:**
16, avenue René-Coty
- **Librairie MONTSOURIS:**
27 bis, avenue René-Coty
- **Librairie LA SABLIERE:**
4, rue de la Sablière
- **MAGIC RETOUR:**
36 rue de la Sablière
- **Librairie FOC:**
49, boulevard Saint-Jacques
- **Librairie JACQUES GAIMARD:**
25, rue Saint-Yves
- **Epicierie:** 59, rue Sarette
- **Librairie:** 7, rue Sophie-Germain
- **ALESIA BIOCOOP:**
4, rue Thibaud
- **Librairie AVIOTTE:**
63, rue de la Tombe-Issoire
- **Librairie AU FIL DES PAGES:**
91, rue de la Tombe-Issoire.

ANNIVERSAIRE

Les trois vies du cinéma L'Entrepôt

EN 1972, un cinéma de quartier, rue Boyer-Barret, devenait «Le Marilyn» et était classé salle d'art et d'essai. Neuf ans avant son illustre tonton, le jeune Mitterrand commençait un double septennat dans le 14e. En 1975, un entrepôt de pilonnage de papier, à côté, rue Francis-de-Pressensé, en pleine activité jusqu'alors, cessa de fonctionner. Ses locaux se trouvèrent libres, représentant une superficie de quelque 2000m². Ils étaient et sont encore la propriété de la fondation «Premier verbe», d'obédience protestante, gérant par ailleurs un foyer de jeunes filles. A cette période, les requins de l'immobilier ne sévissaient pas encore dans les eaux calmes du quartier Pernety, plutôt populaire. Et justice soit rendue aux associations protestantes: elles sont en général désintéressées contrairement aux congrégations cathos âpres au gain. Frédéric Mitterrand trouva de l'argent (Comment? Je n'en sais rien. En tout cas, aucun casse n'a été signalé dans les banques avoisinantes à l'époque) et avec l'appui moral et financier du Centre national de la cinématographie, il transforma une partie des lieux en cinéma. Ainsi naquit l'Olympic Entrepôt en 1975. Sans doute par atavisme familial, les Mitterrand

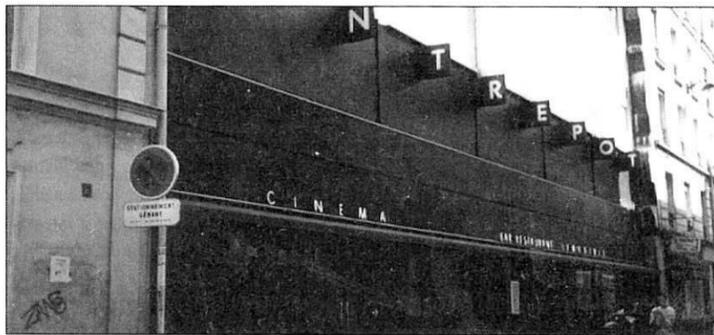
ont le sens de l'histoire. L'endroit fut investi un 18 juin.

FAUTEUILS DEFONCES

En 1976, l'Entrepôt fut rénové de fond en comble. On oublia certainement de vérifier la fiabilité des sièges car il n'était pas rare en ces années-là que la projection d'un film (toujours intéressant, notons-le) fût troublée par l'effondrement intempestif d'un fauteuil sous le poids d'un spectateur imprudent s'étant assis dans le noir. Mon fessier a longtemps gardé sous forme d'ecchymoses (en Technicolor, il va sans dire!) le souvenir à la fois douloureux et attendri de ces temps cinéphiliques héroïques (là, j'exagère un peu!).

Peut-être Boubal, le projectionniste, sans lien apparent avec l'illustre patron du Flore (Boubal n'a vraiment rien d'un Auvergnat) s'en souvient-il? Lui, resté fidèle à son poste.

En 1984, Gérard Péron, un puits de science de l'histoire du septième art, ouvrit une librairie spécialisée dans ce domaine, Atmosphère. Comme je lui demandais si les publications sur ce sujet suffisaient à remplir ses rayons, il m'apprit que, mensuellement, paraissent en moyenne dix



livres consacrés au cinéma. En 1986, une restructuration de l'endroit nécessita cinq mois de travaux. Carole Roussopoulos, cinéaste elle-même, succéda à Frédéric Mitterrand. En sus de la librairie, du café et du restaurant, furent aménagés des salles de montage de vidéo, de cinéma 16 mm ainsi qu'un studio d'enregistrement. Mais la survie est dure pour les indépendants et la gestion devint un exercice d'équilibre périlleux.

UN NOUVEAU DEPART

Alertés et conseillés par l'expert comptable de l'Entrepôt, Patrick Compte (je n'invente rien), Jacques Amaury, urbaniste (qui ressemble par la chevelure et l'embonpoint au

regretté Henri Langlois), Philippe Temple et Claudine Dussolier fondèrent avec lui une société anonyme pour reprendre la direction du bâtiment en péril, Carole Roussopoulos restant associée dans l'affaire.

En dépit d'un cahier des charges assez contraignant, ils espèrent donner un nouveau départ à l'Entrepôt en diversifiant ses activités: concerts, spectacles, expositions d'art plastique, festivals de films. Saluons ce nouvel espace de création ainsi que la sauvegarde d'un lieu de mémoire. Le 18 juin prochain, jour du deuxième tour des élections municipales, sera organisée une grande fête pour les vingt printemps de l'Entrepôt.

Jacques Blot



AVEC LIONEL, C'EST CLAIR

C'était à l'issue de la course «les dix kilomètres du Quatorzième». Plusieurs membres de notre équipe s'étaient engagés dans cette course. Après l'effort, le réconfort... Monsieur le Maire du Quatorzième était là pour accueillir les participants. On le voit ici apporter clairement son soutien à La Page.



LE 14E FAIT SON CINEMA

PENDANT quelques jours consécutifs, les caméras ont fait leur apparition dans nos rues et ceci, pour des motifs bien divers.

16 janvier. Dès le matin, Claude Sautet tournait un film avec Emmanuelle Béart, du côté du numéro 20 de la rue Brézina. Le couloir un peu mystérieux du petit immeuble devait servir à tourner une scène où la belle Emmanuelle entraînait, peut-être à la poursuite d'un amant, le soir venu... Vers midi, dans cette même rue, Monseigneur Gaillot venait soutenir des jeunes qui manifestaient au Service Social du 14ème. La foule des badauds s'agglutinait pour l'apercevoir et journalistes et caméras faisaient le guet. Après la manifestation, il discutait tout en se restaurant dans le petit bistrot voisin, à l'enseigne «Le Stop», situé au rez-de-chaussée d'une petite maison d'un seul étage, un des

charmes de ce coin (hélas! elles deviennent de plus en plus rares).

17 janvier. Monseigneur Gaillot était de nouveau là. Il était venu parmi bien d'autres, au siège de la Ligue des Droits de l'Homme, rue Jean Dolent, soutenir le réfugié italien Paolo Persichetti. Celui-ci a fait depuis l'objet d'un arrêté d'extradition, malgré ce soutien. A nouveau caméras et journalistes étaient présents.

19 janvier. Une dernière rencontre avec les caméras au 19 de l'avenue du Général Leclerc, à l'agence du Crédit Lyonnais. Cette fois on tournait un film publicitaire à la fois devant et à l'intérieur de l'agence. Peut-être ce film devait-il encourager le petit groupe de jeunes SDF, établis depuis bien des mois sur le banc situé juste devant cette banque, à lui confier les maigres oboles trouvées dans leur sébile...

Edwige Jacob.

AU RENDEZ-VOUS DES ARTISTES

FIN JANVIER s'est tenu, à la mairie, le 18ème salon des peintures, sculptures, arts graphiques. Cette manifestation est réservée aux artistes habitant le 14ème, chacun peut envoyer une de ses œuvres, pour qu'elle y soit exposée sans bourse délier. Près de trois cents artistes étaient représentés. Quelques toiles de maîtres connus étaient, comme à l'accoutumée, prêtées pour l'occasion. Cette année, le peintre Zao Wou Ki était à l'honneur avec six toiles de paysages de sa collection. Mais aussi Agam, avec un tout petit tableau intitulé «Variations optiques»: la perception aussi bien de sa forme que de ses couleurs varie au fur et à mesure des déplacements du visiteur. César présentait un ensemble fait de «cafetières», Yankel et Dumitresco des paysages. Quant aux exposants moins connus, la plupart de leurs œuvres étaient des peintures de paysages mais aussi des aquarelles, des sculp-

tures, des fusains abstraits ou figuratifs. Un catalogue donnant nom et adresse des créateurs était remis gracieusement à l'entrée. Ainsi le visiteur intéressé peut retrouver l'artiste dans son atelier car, souvent, une seule oeuvre ne permet pas de se faire une idée du talent de l'auteur. Les titres se prêtent à un inventaire à la Prévert «Chats sur la commode-Mon meilleur ami-Les parapluies bleus-La chocolatière-Mon quatre heures-Enquête glaciaire» et... toutes sortes d'autres ratons-laveurs.

Bien que la tradition du 14ème en tant que quartier d'artistes ait tendance à disparaître, faute d'ateliers dont les loyers seraient accessibles à des bourses peu garnies, il est consolant de constater que nos rues abritent encore quelques-uns de ces créateurs qui auront peut-être leur heure de gloire.

E.J.

Le Bout du Monde est au coin de la rue



A PARTIR du mois de mai, les projections-diapos organisées par les membres de l'association se tiendront dans le quatorzième: aux 26-30 rue Olivier-Noyer, salle Martin Luther King, à 19h (début des projections à 19h30). Au programme: le 11 mai, la Chine, de la côte Est aux minorités du Sud; le 18 mai, le Guatemala, l'Equateur, et la Colombie. Adhérents: 10F; non-adhérents: 20F. En espérant que les buffets-projections trouveront bientôt eux aussi une salle dans le quartier (pour le moment, ils restent dans le onzeième).

Rappelons d'autre part qu'ABM met à la disposition de ses adhérents un centre de documentation, la Case des Globe-Trotters. On peut y consulter les fiches collectées auprès des ABMistes au retour de leurs escapades, une vraie mine de renseignements. C'est au 7 rue Gassendi, les mardi, mercredi et jeudi de 15h à 20h, le jeudi de 10 à 15h et le samedi de 10 à 19h (fermeture du 26 au 28 avril, et les 2 et 3 mai).

Téléphone: 43.35.08.95 (Didier)
Laurence Croq

LA STORIA

Restaurant italien,
vous accueille tous les jours,
sauf le dimanche

vous dégusterez
la saltimbocca;
les escalopes aux différentes sauces;
l'osso bucco; ainsi que de bonnes pizzas.

7, rue Ernest-Cresson,
Paris 14e. 45.42.67.87.

SIDA

Un lieu pour vivre

Dans des locaux mis à disposition par la Mairie de Paris au 28 rue du Saint-Gothard, l'association «Charité maternelle - Sol En Si» a ouvert en novembre 1994 un lieu d'accueil pour aider les familles et les enfants touchés par le VIH.

SITUÉ A côté de la crèche ouverte 41 avenue René Coty, ce lieu d'accueil est complètement indépendant. C'est la rencontre de deux associations qui a permis sa création. D'un côté, l'association «Charité maternelle», fondée en 1784, a vocation à aider «la mère et l'enfant». De l'autre, «Solidarité Enfants Sida» - Sol En Si - dont le nom même explique l'objet. Une association «fille» a donc été constituée pour permettre le travail en commun. Dans des locaux très agréables, les animateurs (bénévoles - voir encadré - et salariés) proposent de nombreux services.

Un premier accueil est d'abord organisé: c'est le moment d'écoute, d'évaluation de la situation de la famille, de l'enfant. Il per-

met d'orienter vers des services de Sol En Si (atelier de recherche de logement, etc.), vers d'autres associations ou des institutions qui pourraient répondre à la demande. Il est aussi le premier moment d'intégration éventuelle à ce lieu plein de vie.

UNE HALTE-GARDERIE

Ensuite, rue du Saint-Gothard, la halte-garderie de quinze places permet aux parents d'effectuer des démarches ou des activités sans leurs enfants. C'est aussi une structure qui offre aux petits de trois mois à six ans, par une pédagogie personnalisée, une intégration dans un cycle de vie «normal». Sylvie, éducatrice et responsable de la halte-garderie, est salariée de l'association. Son projet éducatif prend en compte les problèmes de psychomotricité, de stabilité, de socialisation ou d'autonomie qu'ils peuvent rencontrer.

Des journaux avaient relevé en janvier le soi-disant «scandale» constitué par la séparation de la crèche côté avenue René Coty et de la halte-garderie de l'autre. Comme le précise Marie-Christine Tarnaud, coordinatrice du lieu d'accueil: «Ce sont des structures complètement indépendantes et le service rendu aux

familles n'est pas le même.» Il semble clair qu'il ne s'agit pas là d'une volonté de ségrégation. On peut d'ailleurs préciser que tout enfant séropositif peut être accueilli en crèche, et que dans la halte-garderie, des enfants séronégatifs sont reçus. Beaucoup de bruit pour rien...

ACCOMPAGNER LES FAMILLES

L'association offre d'autre part, la possibilité aux parents séropositifs de se rencontrer pour échanger leurs expériences, briser leur solitude et apprendre dans différents ateliers. Un accompagnement à domicile peut être organisé en fonction des besoins par les bénévoles. Oui, ce lieu fonctionne comme un relais d'urgence. Une mère est hospitalisée, il faut s'occuper de l'enfant, l'association est là.

Selon Marie-Christine, au-delà de la maladie, qui est bien sûr le problème numéro un, les difficultés rencontrées par les utilisateurs du lieu sont les mêmes que pour toute population défavorisée: absence de logement et de travail, isolement. Et elle rappelle «qu'il y a quatre-cinq ans, ces personnes n'avaient aucun lieu où elles étaient reçues. Aujourd'hui, des services hospitaliers spécialisés, des lieux d'accueil spécifiques ont été créés.»

Le financement est assuré à 80% par des fonds privés (dons, etc.), le reste venant de la Ville de Paris, l'Etat, et de la Caisse d'Allocations Familiales. C'est peut-être ce mode de financement, associé à la forte présence de volontaires, qui donne à l'endroit un côté convivial qu'on aimerait rencontrer dans d'autres lieux où l'on accueille des enfants... Alors, n'hésitez pas à prendre contact avec eux (téléphone: 43 22 42 81).

Bruno Négroni

DEVENIR VOLONTAIRE A SOL EN SI

«Le vivier de l'association, ce sont ses volontaires», nous explique Marie-Christine. Les actions proposées aux volontaires de Sol En Si sont de plusieurs ordres: accompagnement à domicile, participation à la halte-garderie, parrainage d'été, etc. Tout volontaire de l'association s'engage à disposer d'au moins six heures par semaine, et pour une année au minimum. Après un entretien préalable qui permet une connaissance réciproque, une formation est proposée à tout volontaire. C'est après cette «formation initiale» que le volontaire commencera ses activités.

Si vous êtes intéressé(e), téléphonez à Jean-Luc: 43 49 63 63

Des libraires solidaires

LE MARQUE PAGE

A PREMIERE vue, la rue Raymond-Losserand est un peu triste quand elle s'engage entre les hauts murs de l'hôpital Saint-Joseph et les HLM, qui bordent la voie ferrée. La vie de quartier existe pourtant dans ce secteur de la Porte de Vanves, et ce grâce aux initiatives de ses habitants et des libraires du Marque-Page, Alain et Joëlle Houdinet.

Une cliente: «Je vous apporte un pull. Ma fille m'a dit de ne plus le mettre, je me suis achetée une veste rouge. Mais comme je n'aime pas les affaires, j'ai apporté ce pull...» Intriguée, je demande si la librairie fait aussi dépôt-vente, ou du troc. Non, me répond Joëlle Houdinet, mais elle a organisé ou soutenu plusieurs manifestations de solidarité qui se prolongent ici de façon informelle: la librairie est chargée de remettre ledit pull à une femme de sa connaissance.



Je m'enquiers alors de la date de l'installation du couple dans ces murs. Nouvelle surprise: ils ne sont installés là que depuis un an. Auparavant, ils travaillaient dans une banque, tout en militant parallèlement dans des associations. Habitant rue d'Alésia, ils ont choisi de se reconverter dans le commerce, mais avec la volonté d'en faire un pôle dans la vie du quartier. L'objectif est-il atteint? Jugez vous-mêmes.

NOEL A LA CARTE

Des actions qu'ils ont menées, mentionnons tout d'abord «Ton Père Noël est un héros!», un concours de dessin sur des cartes postales vierges. Trois cents enfants du quartier, de trois à dix-sept ans, ont ainsi fait œuvre d'artiste en herbe pour les enfants hospitalisés à Saint-Joseph. Trois dessins ont été primés lors d'un grand goûter organisé dans la salle de la PMI (Protection Maternelle Infantile), prêtée pour l'occasion grâce à l'appui de clients qui y travaillent. Peu de temps après, ils ont relayé l'initiative d'une cliente, Mme Ouazene, désireuse d'organiser une fête de Noël pour les plus démunis du quartier. Des habitants, mais aussi des commerçants, ont donné des cadeaux, des livres et des vêtements neufs ou en bon état qui ont été distribués lors d'une petite fête dans une salle

prêtée par la paroisse: le goûter avait cette fois été offert par le supermarché voisin.

UN LIEU D'ECHANGES

D'autre part, ils s'efforcent de proposer dans la librairie des animations autour du livre, si possible en relation avec le quatorzième arrondissement. Des signatures bien sûr, mais pas seulement. Un relieur de la rue Froidevaux est venu montrer son talent. De petites expositions sont organisées: dans la boutique, les livres; dans la vitrine, les objets prêtés par les clients ou les institutions. L'été dernier, on évoqua la Bretagne, en association avec la librairie Breiz de la rue du Maine; cette année, ce sera l'Auvergne, grâce à un client membre d'une association auvergnate du quartier. Les événements ne sont pas oubliés: les élections présidentielles avec des caricatures dessinées par un client; et en projet, les cent ans du cinéma en collaboration avec le cinéma l'Entrepôt.

Ou quand une librairie n'est plus seulement un lieu de consommation, de journaux ou de bonbons, mais aussi un lieu d'échange à l'échelle du quartier.

Laurence Croq



41 avenue René Coty

LE DROIT DE SQUAT LEGALISE

VOUS souvenez-vous? C'était en mars 1993, entre les deux tours des législatives: l'association Droit Au Logement installait dans ces bâtiments, vides depuis plusieurs années, une vingtaine de familles sans logis (voir numéro spécial de La Page). A l'époque, Monsieur le Maire de Paris ne faisait pas encore dans le «social»: pas de réquisition de l'immeuble vide et même une expulsion policière, sans attendre le jugement de la Cour d'Appel, qui, en septembre 1993 donna gain de cause aux familles et au DAL en leur reconnaissant

«droit au logement par nécessité».

Ce jugement a été confirmé le 1^{er} mars 1995, par la Cour de cassation. Ce jugement donne une légitimité nouvelle aux sans-logis et aux mal-logés qui «contraints par la nécessité» sont «conduits à occuper des locaux abandonnés». En se référant au fait que le droit au logement est inscrit dans plusieurs traités internationaux, les juges ont donné tort à la mairie de Paris, peu soucieuse de la «situation de détresse des familles».

J. L. M.

SOS JOUEURS

Sortir de la dépendance

Une petite rue du 14^{ème}, un numéro de téléphone, au bout du fil une psychologue spécialisée dans l'aide aux personnes dépendantes du jeu ainsi qu'à leurs familles. Depuis cinq ans, l'association SOS Joueurs propose, écoute et soutient les joueurs qui s'adressent à elle lorsqu'ils sentent qu'ils perdent pied, parfois en début de parcours, souvent malheureusement au bout de nombreuses années, quand leur avenir et celui de leur famille sont en péril.

Ce sont les joueurs des salles de jeux et des machines à sous des casinos, ceux des courses, ceux des guichets de la Française des jeux et du PMU. Ce sont aussi, et de plus en plus souvent, toutes ces personnes qui viennent et reviennent miser sur le hasard tout près de chez eux. Tout simplement dans les débits de boisson. On y trouve des machines qui permettent en principe de gagner des confiseries mais qui font en réalité l'objet d'un trafic et fonctionnent comme des machines à sous... avec la complicité du patron, lequel fait souvent crédit (parfois pour des sommes considérables) afin que l'on puisse continuer de jouer.

Beaucoup de ces joueurs ont découvert le jeu au casino, un jour, parce que l'occasion se présentait, et continuent... au bistrot. Le cycle infernal est lancé, la galère est au bout du chemin. Le besoin d'argent pousse même parfois au délit: selon une étude du Credoc,

19% de joueurs dépendants ont commis un ou plusieurs délits. Ce fut l'intuition de départ d'Armelle Achour-Gaillard, fondatrice de SOS Joueurs et auteur de l'article «Ces drôles de machines», paru dans la revue Espace d'octobre 1994.

L'association SOS Joueurs, financée partiellement par le ministère de la Justice et la sous-direction des Affaires sociales, offre un lieu où les joueurs viennent, et raison de deux fois par semaine, participer à un groupe de travail psychologique. «Ce qu'il faut, c'est qu'ils arrivent à comprendre le pourquoi de leur dépendance, dit Armelle, car ils sont dépendants, au même titre que les alcooliques ou les toxicomanes, simplement on en parle moins.»

Le sujet est encore tabou. Les familles vivent dans le désarroi et trop souvent la honte. Cela justifie le fonctionnement, une fois par semaine, d'un deuxième groupe de travail réunissant les conjoints. Indispensable quand on sait que 78% de ces joueurs sont mariés et ont des enfants. Actuellement, deux anciens joueurs participent au groupe de travail. Ils sont là pour témoigner et accompagner ceux qui ont la volonté de sortir de leur dépendance.

Anne Ballet

SOS Joueurs, tél.: 45.38.57.57. Ouvert du lundi au samedi, de 9h à 16h, sauf les mardi après-midi et vendredi matin.



Dessin de Gérard Mathieu, paru dans le mensuel «Alternatives économiques»